

Louis Ledonne

## **Ces mots qui nous précèdent**

Essai

Juin 2018

Cet ouvrage a été réalisé par :

Louis Ledonne

Rue Sart Toray, 8A-001 à 4121 Neupré (Belgique)

Mail : *[louis.ledonne@scarlet.be](mailto:louis.ledonne@scarlet.be)*

Site Web de l'auteur: *[monde-plausible.org](http://monde-plausible.org)*

L'image de couverture a été réalisée par Grâce  
Garcet

L'impression a été réalisée par Agora Media

# Sommaire

Amour (du monde) .....	11
Authenticité .....	15
Autonomie .....	17
Axe .....	21
Bien commun - Bonheur .....	23
Considération.....	27
Créativité .....	31
Démocratie .....	33
Droits .....	37
Education.....	41
Epoque.....	43
Equilibre .....	49
Flexibilité.....	53
Fraternité .....	57
Globalisation .....	59
Humanité .....	61
Identité.....	63
Immigration .....	65
Individualisme .....	67
Jugement.....	71
Laïcité.....	75
Libertaire - libertarien.....	79
Liberté .....	83
Littérature (morale) .....	87
Manifestation (de soi).....	91
Mérite .....	93
Métaphore.....	95
Modernité .....	99
Nation .....	103
Néolibéralisme.....	105
Ouverture.....	107
Paradigme (appliqué à notre monde).....	111

Pensée (et présence au monde).....	113
Peuple .....	115
Populisme .....	117
Radicalité.....	119
Résistance .....	123
Responsabilité .....	125
Société Civile .....	129
Système (organisations) .....	131
Taille.....	137
Temps .....	141
Travail .....	143
Tolérance .....	145
Totalitarisme.....	147
Transhumanisme .....	149
Transmission .....	151
Transparence .....	153
Utilitarisme.....	157
Vérité (ou post-vérité) .....	159
Epilogue.....	163

## Introduction

Dans un article publié en 1946, où il dénonce la décadence de la langue anglaise causée par des clichés et un mauvais usage des mots, George Orwell affirme ironiquement qu'on peut, lorsqu'on est orateur ou écrivain, s'épargner bien de la peine "en ouvrant grand son esprit et en le laissant envahir par les expressions toutes faites".

"Elles construiront des phrases pour nous, à notre place, et, au besoin, nous rendront un grand service en nous dissimulant à nous-mêmes, ce que nous voulons dire".

Si la langue peut penser à notre place, c'est en effet qu'elle n'est pas un simple outil neutre de communication.

Elle est en elle-même le véhicule plus ou moins conscient d'une pensée, d'une vision du monde, éventuellement d'une idéologie, qui s'inscrivent prioritairement dans les mots eux-mêmes et s'imposent ainsi bien souvent aux locuteurs de cette langue.

Contrôler la langue, en y ajoutant de nouveaux mots, en en bannissant d'autres permet donc de contrôler non seulement la parole autorisée, mais aussi la pensée. C'est ainsi que les mots deviennent un enjeu politique parce que au lieu d'en devenir maîtres nous en devenons esclaves.

Le meilleur exemple en est depuis quelques décennies donné par l'invasion de la langue médiatique par les tournures euphémisées issues du *politiquement correct* telles que personnes à mobilité réduite, malentendants . . .

Mais le phénomène ne se limite pas à la bien-pensance, la langue technocratique abonde elle aussi en tropes moins imaginatifs (*flexibilité, rationalisation, réorganisation, transparence,*

Ces mots qui nous précèdent

*clientèle* . . .) mais qui sont devenus en peu de temps des incontournables de cette langue, désossée à force d'abstractions.

Et que dire enfin des publicitaires, qui ne sont pas eux non plus avares de nouvelles inventions lexico-verbales, quitte à vider le sens des mots, voire à les prostituer comme le jugeait Cornelius Castoriadis.

Ces exemples pour aider à comprendre que les manipulations de langage et la volonté d'infléchir le sens des mots n'est pas réservé seulement aux dictateurs.

Toute cette débauche d'inventivité lexicale serait en effet vaine si elle n'était pas reprise ensuite par la presse écrite et les médias électroniques.

Le principal problème que posent tous ces mots, locutions et autres formules est évidemment qu'ils ne sont pas neutres et qu'avec leur insertion dans le langage commun s'imposent aussi des pensées.

Car tous ces néologismes ont une charge sémantique forte, c'est-à-dire qu'ils disent toujours "plus qu'ils ne disent" et qu'à travers leur usage c'est bien une certaine lecture de la réalité qui tend à s'imposer.

Banals, d'apparence inoffensive, les mots et les locutions du langage de tous les jours deviennent comme de minuscules doses d'arsenic que l'on avale sans y prendre garde et dont l'effet se fait sentir après quelque temps.

En effet, l'influence des mots est insidieuse. Ceux-ci s'insèrent modestement dans le discours social, avec une certaine désinvolture, autrement dit sans se manifester directement comme idéologies, ni comme manipulateurs.

Pourquoi ? Parce que les mots singuliers se donnent l'air de ne dire ou prédiquer encore rien de précis. En d'autres termes : le mensonge triomphe précisément par le fait qu'apparaissant modestement sous la forme d'un mot singulier, il affirme ne pas du tout être encore une affirmation.

Le lexique devient ainsi un champ de bataille où seuls les experts en communication publicitaire ont conscience de participer au combat tandis que les personnes visées ne s'en aperçoivent pas et se mettent elles aussi à les utiliser

Le problème ne provient donc pas des néologismes en tant que tels mais davantage de la façon dont ils sont créés et dont ils s'imposent par la suite dans le langage courant.

A-t-on par exemple pleinement conscience que *rationalisation* est synonyme, dans le jargon actuel des décideurs économiques, de pertes d'emplois et de délocalisation d'unités de production industrielles ?

Que *normaliser*, dans le jargon des différents ministères de l'éducation, signifie manipuler les résultats obtenus ?

Que la *laïcité* dite ouverte se définit comme l'exact opposé du concept, quand il n'est pas suivi d'un adjectif ?

L'un des dangers, avec tous ces mots à la mode, c'est donc qu'on en use le plus souvent "par mimétisme" et par automatisme, sans vraiment les choisir, ni prendre complètement en compte leur charge sémantique implicite.

Autrement dit, ces mots qui sont prononcés constituent moins pour leurs usagers des concepts que des signaux, puisqu'ils sont pour une bonne part, comme dit Adorno, "dépouillés de la relation à ce qui est pensé".

C'est de là d'ailleurs que vient en partie leur succès.

Ces mots qui nous précèdent

Car ces automatismes de langage évitent à leurs locuteurs l'effort d'avoir à choisir un mot plus juste et de devoir s'interroger sur le lien fondamental, toujours quelque peu équivoque, qu'entretiennent les mots avec les choses.

Comme l'écrit Hannah Arendt, de tels "codes d'expression conventionnels et standardisés possèdent la fonction socialement reconnue de nous protéger contre la réalité c'est-à-dire contre l'exigence de notre attention pensante".

Ces stéréotypes sont donc rassurants et simplifient la vie de ceux qui les utilisent. Et ils leur apportent de ce fait une sorte de caution morale, la garantie de ne pas sortir d'une orthodoxie, d'une "vérité officielle" appuyée sur une autorité toute-puissante, fût-elle invisible et anonyme.

C'est ainsi une invitation permanente au conformisme et ces clichés à la mode constituent alors un masque social.

En effet, les stéréotypes sont, par définition, consensuels et permettent de renforcer, comme dit encore Adorno, l'estime de soi des locuteurs subalternes de la langue, en leur offrant la garantie d'une confirmation supérieure.

Ainsi ils donnent l'illusion à celui qui les adopte, non seulement d'être à la page, informé, initié mais de se situer en outre, d'un point de vue politique, philosophique ou culturel, du bon bord, dans le bon camp.

Ce dirigisme linguistique restreint ainsi l'aptitude des locuteurs à penser par eux-mêmes et à bâtir une interprétation de la réalité qui ne soit pas dirigée.

Les *mots-vedettes* tels que *ouvert, diversité, flexibilité, créatif, transparence* . . . constituent alors ce qu'on pourrait appeler des *mots d'ordre*, c'est à dire des termes qui ne sont plus interrogés, dont le sens s'impose comme évident et qui apparaissent en outre comme porteurs de valeurs pleinement positives.

Leurs opposés qui demeurent bien souvent sous-entendus, deviennent, quant à eux, des termes repoussoirs : fermé, uniformité, rigidité, non créatif, opacité . . .

En étudiant certains de ces mots dans les pages qui suivent, il s'agira donc de rétablir face à ces mots-vedettes du jargon de notre temps le privilège de la raison et de la réflexion, de refuser tout simplement que ces néologismes "pensent à notre place".

Leur liste toutefois est loin d'être exhaustive, ce sont des coups de sonde qui dépendent de l'air du temps mais aussi de mon vécu et de mes préoccupations.

Mais le but est avant tout d'éveiller chez le lecteur au moins une suspicion, un doute, remettre son esprit critique en éveil, même si, au fil des pages, certains de mes partis pris personnels transparaîtront très certainement.

Ces mots qui nous précèdent

## **Amour (du monde)**

### *Amor mundi*

Une société dans laquelle nous ne serions pas portés à aimer serait invivable.

Aimer, c'est s'ouvrir à la beauté du monde, ce qui est indissociable de toute volonté de penser les conditions d'une société apaisée, tournée vers l'épanouissement d'un chacun.

Jean-Claude Michéa note que, pour George Orwell, "le désir d'être libre ne procède pas de l'insatisfaction ou du ressentiment, mais d'abord de la capacité d'affirmer et d'aimer, c'est-à-dire de s'attacher à des êtres, des lieux, des objets, à des manières de vivre".

L'amour des lieux et des paysages qui nous entourent, l'amour pour ces gens avec qui nous partageons des moments de plaisirs, de joie, voilà ce qui rend le monde vivable.

C'est bien pourquoi sont essentiels les lieux de rencontre, de sociabilité, qui rendent possibles ces moments.

Le café du village, la vie de quartier, les réunions amicales, les fêtes traditionnelles inscrivent ceux qui y participent dans la mémoire du lieu où s'échangent, comme dans un marché, des denrées et des instants de partage, tous ces éléments d'une culture populaire, émanant directement des gens et de leurs aspirations quotidiennes.

Leur destruction, au profit d'infrastructures de loisir et de "culture" de masse, l'autre nom de la consommation atomise les individus et les prive de cet attachement indispensable à toute vie humaine.

Ces mots qui nous précèdent

Et, contrairement à ce que croient les adeptes du nomadisme technicisé, l'amour des hommes se nourrit aussi des lieux et de l'histoire.

L'amour simple, inconditionnel, qui lie les hommes à d'autres hommes, à des lieux et à des moments, qui les remplit de joie quand ils s'émeuvent, comme l'écrivait encore George Orwell, est au contraire la plus belle marque d'ouverture à l'autre et au monde.

Mais revenons à cette expression *d'amor mundi*, présente dans le sous-titre et si chère à Hannah Arendt.

Pourquoi après tout, se demandera-t-on, chercher à se réconcilier avec le monde ?

Pourquoi ne pas adhérer au projet moderne de récusation du donné, de la part non choisie de l'existence ?

La compréhension d'Hannah Arendt en est extrêmement précise et circonscrite.

Il s'agit de se réconcilier avec le réel tel qu'il est, inappropriable et irréductible, afin d'y vivre pleinement et d'y agir de façon responsable.

Mais, selon elle, accepter le réel n'est pas s'y adapter mais aussi agir.

L'adaptation est peut-être la loi du vivant, suggère-t-elle vigoureusement, elle n'est pas celle de l'être humain, de l'homme en tant qu'homme.

"Le rire s'impose comme moyen de se réconcilier avec le monde mais ironiquement, c'est-à-dire sans se vendre à lui" dit-elle encore.

Ainsi l'homme réconcilié est un être capable de déployer une attitude révolutionnaire qui demeure débitrice du monde.

Il combine deux dispositions rigoureusement antinomiques : le sens de la dette, de la gratitude, mais aussi de la révolte . . . portrait qui n'est pas sans rappeler celui de l'homme révolté à la Camus.

Il faut donc ne pas s'accommoder du monde tel qu'il va mais ne pas verser pour autant dans l'utopique volonté de le changer au mépris des frontières qui séparent le possible de l'impossible.

Dès lors le "oui au monde" est la condition *sine qua non* d'une présence pleine et entière à ce monde et ainsi ne succomber ni au passé ni à l'avenir.

Il s'agit d'être totalement contemporain.

Ces mots qui nous précèdent

## Authenticité

*Tout le monde s'en réclame*

Le Petit Robert définit cette qualité humaine, qu'est l'authenticité de la façon suivante : "Qui exprime une vérité profonde de l'individu et non des habitudes partielles, des conventions". En ce sens, cette qualité serait proche de la franchise, de l'honnêteté, de la spontanéité, du naturel, de l'originalité, et s'opposerait à ce qui est attendu, conventionnel, au conformisme, voire à l'hypocrisie sociale et à la duplicité.

Et cet idéal d'authenticité court d'ailleurs à travers toute l'histoire de la philosophie moderne, depuis Jean-Jacques Rousseau et son idée d'un homme naturellement bon mais corrompu par la société jusqu'aux existentialistes tels que Sartre qui plaçaient l'individu humain face aux responsabilités que lui imposait sa propre liberté, en passant par les romantiques qui revendiquaient ce droit intime à être soi.

Mais il semble que le sens vertueux de ce terme ait été quelque peu infléchi dans son usage récent et médiatique.

Ce cas est fréquent dans les personnages médiatiques (vedettes et mêmes hommes politiques) qui aiment cultiver face à leur public une certaine forme d'impudeur ou de sincérité, la frontière étant par ailleurs souvent floue entre les deux.

Leur exemple témoigne alors de la confusion qu'instaure l'époque actuelle, en particulier en raison de l'inflation qu'y a connue la sphère médiatique, entre parole privée et parole publique.

Ces personnages donnent l'impression de parler sans réfléchir, c'est-à-dire spontanément, sans établir de distance entre ce qu'ils pensent et ce qu'ils expriment publiquement. Ils ne masquent rien, ne filtrent rien pour les besoins de leur communication ; ils sont tout d'une pièce et ne peuvent donc

Ces mots qui nous précèdent

même pas mentir. Autrement dit pas la moindre faille entre ce qu'ils sont et ce qu'ils sont.

Mais ils ont oublié ou n'ont jamais appris les vertus d'une formule tirée de la deuxième *Pythique* d'un vers de Pindare. Selon ce vers, il ne suffit donc pas d'être ou de devenir ce que l'on est. Encore faut-il apprendre au préalable à connaître cet être qui serait le nôtre.

Un tel apprentissage demande un minimum de distance entre soi et soi, une certaine lucidité et une conscience aigüe.

Ainsi bien loin de la culture pindarique, à travers ces "authentiques" qu'elle célèbre, la culture contemporaine admire plutôt l'homme tel qu'elle l'a fait.

Celui ou celle dont l'originalité consiste à penser spontanément comme tout le monde et à le dire haut et fort.

## **Autonomie**

### *Un glissement de sens*

Le mot est évidemment politique même s'il n'est plus employé que dans un sens médical pour désigner la capacité d'un enfant, d'un malade, d'un vieillard à mener une vie à peu près normale. Evolution significative.

L'individu autonome est celui qui se fixe ses propres règles.

Non pas celui qui vit sans tenir compte des règles collectives, mais celui qui sait et qui peut décider de ce qu'il juge bon pour lui et la société.

En ce sens la notion d'autonomie est indissociable de celle de démocratie dans la mesure où il ne saurait y avoir de démocratie véritable dans une société qui ne développerait pas l'autonomie des citoyens, leur capacité à juger par eux-mêmes, en dehors de toutes les données qui pourraient les influencer, les déterminer.

Le philosophe grec Cornelius Castoriadis a mis la notion d'autonomie au cœur de son œuvre. Sa réflexion est centrée sur l'articulation entre individu et société, pour comprendre comment les conditions historiques et sociales peuvent entraver ou développer l'autonomie des individus, lui donner les moyens de se vivre comme sujet.

Ce philosophe visionnaire a décrypté mieux que quiconque les mécanismes du néolibéralisme contemporain.

Une société religieuse tendra à instituer les hommes essentiellement comme enfants de la création divine, une société monarchique les fera enfants du roi, une société totalitaire constructeurs d'un nouveau monde.

Parmi ces différentes sociétés, toutes hétéronomes, dans le sens où elles s'appuient sur la dépendance absolue des

Ces mots qui nous précèdent

individus à des règles, à des lois et à un imaginaire collectif, certaines sont figées, écrasent toute volonté de changement, d'autres suscitent chez l'homme (système Nazi) un imaginaire radical.

Face à cela, il est des moments dans l'histoire où se développe un mouvement positif qui permet aux individus d'échapper à l'emprise des mythes collectifs.

La Renaissance et les Lumières furent de ces moments.

Mais quel type "humain" produisent dès lors nos sociétés contemporaines ?

Telle est la question essentielle pour comprendre en quoi nos démocraties libérales, par le déploiement d'un capitalisme dérégulé, se sont totalement éloignées du projet d'autonomie porté par la révolution française, et avant elle la révolution américaine.

Nous avons ainsi perdu une certaine idée du bien commun, collectivement partagé.

Car le passage d'un capitalisme, encadré par des règles et des valeurs qui en limitaient les excès, à un capitalisme débridé, dont le fonctionnement nécessite la libération de pulsions infantiles, a peu à peu mis à bas ce modèle.

Parce que ce nouveau système économique a besoin d'individus, non pas autonomes, mais atomisés, détachés de tout lien de solidarité et réduits à leur état *d'homo oeconomicus*.

On peut trouver rassurant que ce type humain soit attaché à la paix universelle et au bonheur individuel mais c'est oublier que cet individualisme contemporain développe non pas l'estime de soi mais le narcissisme, qui est une passion négative, et bascule facilement dans la haine.

L'idéologie du progrès qui caractérise la société occidentale nous a laissé croire en un développement continu de l'autonomie des individus. Illusion mortelle.

L'individu consumériste, quant à lui, parce qu'il est réduit à une hétéronomie radicale, est parfaitement préparé à basculer dans la religiosité la plus fanatique.

Comment enrayer ce processus ?

Comment rendre à nos sociétés prétendument démocratiques mais, dans les faits, de plus en plus oligarchiques, leur puissance à développer de l'autonomie ?

L'autonomie est un processus fragile, puisqu'il ne fonctionne que par l'articulation entre l'individuel et le collectif : d'un côté un homme libre, responsable, partageant des valeurs d'égalité, d'ouverture, d'inscription dans un passé, dans une culture et de l'autre des hommes qui assument le doute nécessaire, la remise en cause de valeurs qui ne doivent jamais être considérées comme évidentes.

Le rôle du politique est déterminant dans ce processus car une société ne peut se penser en dehors de ce qui, aujourd'hui, tend à enfermer les citoyens dans de nouvelles formes de dépendance.

Dépendance alimentaire car éloignement entre le producteur et le consommateur à travers le processus de culture et de transformation.

Dépendance géographique où, par la nouvelle configuration des lieux de travail, la voiture devient de plus en plus nécessaire.

Dépendance technologique, quand la vie individuelle et collective est entièrement organisée autour d'outils numériques dont les règles de fonctionnement sont régies par

Ces mots qui nous précèdent

des multinationales, aux appétits démesurés, qui veulent dicter leur comportement aux usagers par des algorithmes et s'enrichir à partir de leurs données personnelles.

L'émergence d'une démocratie vivante, s'appuyant sur des individus autonomes, ne pourra se faire sans la pleine conscience du politique, c'est-à-dire sans la reprise par l'Etat de son rôle d'arbitre et de régulateur.

Sinon, le réveil des aspirations à l'autonomie pourrait alors se faire plus brutalement mais nul n'a jamais intérêt à voir se déployer sans bornes les passions collectives.

## Axe

*La Nécessité d'une nouvelle période axiale reste toujours d'actualité selon Hannah Arendt*

Selon Hannah Arendt, « la pensée en elle-même n'apporte pas grand-chose à la société, bien moins que la soif de connaissance, qui l'utilise comme un instrument pour d'autres fins" [...]

Sa signification morale et politique n'apparaît que dans les rares moments de l'histoire où « tout part en miettes, le centre ne peut plus être le soutien, la simple anarchie se répand dans le monde ».

Mais penser le monde, l'homme sur la planète en une multitude de sociétés disparates et l'avenir de l'ensemble n'est l'affaire ni d'un livre, ni d'un individu, ni d'une caste.

Ce ne peut être que le fruit d'une démarche s'opérant dans diverses sociétés, à travers mûrissements, prises de conscience, réflexions critiques, analyses, débats, apports et retouches, avancées et mises en cause.

Par-delà les anciennes, ce sont de nouvelles questions essentielles qu'il convient de poser. C'est de l'immensité de leurs pouvoirs par rapport à la Terre, au vivant et à l'espèce qu'ils constituent, que les hommes doivent prendre conscience.

C'est des forces et des dynamiques qu'ils ont eux-mêmes générées et qui sont redoutables pour la Terre et pour leurs propres sociétés, qu'ils doivent s'inquiéter.

C'est à penser ces nouvelles réalités, à analyser, évaluer, réfléchir, comprendre, hiérarchiser, clarifier les termes des choix, que nous avons à travailler.

Ces mots qui nous précèdent

Et que chacun accepte d'y contribuer sans s'inquiéter de la disproportion entre ses capacités et l'immensité de la tâche.

Certes, il y faudra du temps : mais pourquoi, dans le cadre d'un effort pour redonner cohérence et sens à notre monde, et en accompagnement de cet effort, ne pas consacrer quelques décennies, disons une génération, à une réflexion mondiale sur le devenir du monde ?

À l'échelle de notre histoire, ce ne seraient que quelques instants de retour sur soi et de réflexion planétaire.

Par elle seule, déjà, une telle décision signifierait que l'homme se donne une chance de faire émerger la pensée dont a besoin notre temps et donc, pour reprendre les termes de Jacques Monod, qu'il préfère le Royaume aux ténèbres.

## **Bien commun - Bonheur**

*Le « bien commun » est-il définissable et universel ? Quid du bonheur ?*

Le « bien commun » est-il définissable ?

Ainsi pour beaucoup de philosophes (Amartya Sen, Martha Nussbaum), il n'existe pas de vérités définitives. La philosophie libérale dit que l'homme est la mesure de toute chose, ce qui débouche sur la thèse radicale de l'indifférenciation des normes.

C'est la communauté nationale, à travers ses représentants, qui va déterminer les lois qui pourront faire émerger ce bien commun, non seulement l'épanouissement du plus grand nombre possible de citoyens, mais aussi une forme d'équilibre social propice à des relations harmonieuses.

L'idée selon laquelle des experts seraient en mesure de prendre une bonne décision sur tel ou tel sujet relève d'une conception purement technicienne des sociétés humaines, une conception (bonne gouvernance) qui tendrait à évacuer le politique et à minimiser la question des valeurs au profit de l'efficacité.

Et ce même « bien commun » peut-il être universel ?

C'est le grand débat (notamment suite à l'influence des anthropologues) entre l'idée universaliste d'une possible entente entre les hommes et la conception de la tolérance par rapport aux identités et aux exigences communautaires.

Une société libérale est une société opératoire. Chacun est amené non pas à avoir une conception particulière de la vie bonne mais à déterminer sa propre conception d'une existence accomplie.

Mais l'idée libérale selon laquelle l'interaction des intérêts privés finit par produire un équilibre global dans lequel la

Ces mots qui nous précèdent

société gagne et s'enrichit passe à côté de quelques problèmes majeurs.

Pourtant il est, à notre sens, possible de s'engager à la fois pour la diversité culturelle des groupes humains et des droits humains universels.

Car si les êtres humains ont tous les mêmes droits, c'est qu'au-dessus des droits définis par une participation active à la vie politique, sociale ou culturelle, qui sont par définition des droits particuliers, il existe des droits fondamentaux *partagés* qui correspondent à *la capacité des êtres humains de créer et de transformer non seulement leur environnement mais eux-mêmes et l'interprétation* qu'ils donnent de leurs pratiques.

C'est ainsi que des « valeurs substantives partagées » et « biens sociaux communs » comme création collective continuée représentent une condition *sine qua non* quant à la possibilité même de délibérer sur les critères du juste et de l'injuste au cours du cheminement historique.

C'est dans cette optique que l'on peut seulement proposer une définition d'un « socle de valeurs communes » à toutes les régions du monde, et qui feront l'objet de la création de sphères de « Sociétés Civiles » institutionnelles propres à ces pays. (Voir notre livre : Un monde plausible).

Car ce Bien commun peut être *subsumé à une totalité englobante, transcendante* : un substrat de valeurs partagées qui ne sont pas nécessairement toutes identiques d'une région à une autre et qui à la fois donnent sens et sont condition de sens.

Et quid du bonheur ?

Le « bonheur », quant à lui, est fort ambigu : nous considérons qu'il ne peut être défini qu'à l'échelle individuelle, chacun s'en faisant une idée différente.

Et quiconque prétendrait évoquer un bonheur collectif serait immédiatement soupçonné de tentations totalitaires.

La question du bonheur reflète donc l'impossible articulation entre individuel et collectif dans des sociétés qui sont venues à considérer l'individu comme une entité sans lien avec ses semblables et s'inventant soi-même à l'envi, dans une radicale indétermination.

Pourtant l'isolement, la destruction de tout lien social, la déstabilisation de toutes les structures traditionnelles qui fournissaient des points de repère aux citoyens, les rattachant à une généalogie, une culture, une histoire, tout cela n'est jamais analysé, et devrait assurément l'être, comme des éléments permettant d'expliquer le malaise de plus en plus tendu dans nos sociétés.

Ce qui implique qu'un système épanouissant serait celui qui implique un équilibre entre individuel et collectif, entre protection et responsabilité, entre redistribution pour combler les inégalités et encouragement pour pousser les plus entreprenants à se dépasser.

De même qu'il serait dommageable de laisser croire qu'une société fondée sur la concurrence, l'individualisme absolu, l'absence totale de sens civique, et finalement la guerre de tous contre tous puisse permettre au plus grand nombre d'être heureux quels que soient les critères de ce bonheur.

Ces mots qui nous précèdent

## Considération

### *La considération comme éthique*

La considération s'enracine dans l'humilité qui dépouille le sujet de tous les attributs conférés par la société et liés au rang.

Elle met à nu l'individu et le rattache à tous les autres humains, le rendant égal aux autres et le liant, par sa chair, à tous les êtres qui sont nés et sont mortels.

L'humilité est le chemin qui mène à la connaissance de soi et à la vérité, le lieu de l'observation à partir duquel on peut avoir un œil sur la vérité.

Elle mène à la compassion envers autrui car, conscient de ses faiblesses et de ses fautes, on considère celles des autres avec une douceur qui n'a rien à voir avec l'indifférence ni avec une sensible indulgence.

Ainsi l'humilité n'est pas une vertu, elle est le socle de toutes les vertus. Sans elle il est permis de ne pas tomber dans la démesure.

Enfin elle n'est pas seulement théorique : elle est une épreuve essentielle au cours de laquelle l'individu fait l'expérience de ses limites et en souffre.

Ce rôle de l'humilité et ce lien entre la vérité, la recherche du bien et l'amour de l'autre sont essentiels dans la *considération* et la distinguent de la façon dont l'excellence humaine est conçue dans les morales antiques.

Au lieu de penser que les vertus sont des manières d'être acquises une fois pour toutes et que la personne juste sera toujours juste ou que son courage ne sera jamais de la témérité, la considération implique de veiller à garder le sens de la mesure.

Ces mots qui nous précèdent

Comme dans les morales antiques encore, le rapport à soi est le point de départ du rapport aux autres, à la Cité et à la nature, mais dans cette éthique, le but de la transformation de soi n'est pas l'ataraxie et la suffisance à soi.

Les émotions négatives dont les stoïciens disent qu'il faut s'affranchir doivent être acceptées et même traversées.

Ainsi par exemple l'idée que la tranquillité de l'âme ou l'équilibre serait le souverain bien et qu'il faudrait combattre la souffrance morale est une idée contestée dans cette approche de l'éthique des vertus.

Celle-ci est inséparable du désir de préserver le monde, voire de le réparer.

Parce que l'éthique de la considération implique le dépassement des dualismes humain/nature, esprit/corps, rationalité/émotions, individuel/collectif, elle est solidaire d'une philosophie de l'existence dans laquelle l'humain est pensé dans sa corporéité.

Elle se détache, dans cet aspect, du rationalisme pur et dur hérité des Lumières.

Aristote nous éclaire à ce propos quand il écrit que le bonheur est une activité de l'âme conforme à une vertu accomplie.

Le bonheur n'est pas dû au succès que l'on rencontre auprès des autres ni aux avantages liés à la possession de certains biens, comme la santé, l'honneur, le pouvoir, l'argent ou la beauté ; il accompagne une vie conforme à la vertu.

Pour Platon et Aristote, la vertu désigne un bien qui est honorable, et non seulement ce qui est louable ou bénéfique à la personne. Alors que la santé est un bien préférable et qui peut servir aussi à d'autres biens et que l'intelligence est un bien louable, que l'on peut admirer, la vertu vaut pour elle-

même et non en fonction de ce qu'elle procure aux individus qui la possèdent.

Le bonheur exige une vertu parfaite et une existence accomplie ; il existe donc une objectivité du bien.

En ce sens l'éthique de la considération exige un engagement en faveur de la vérité, de la justice et du souci du monde ; elle s'inscrit dans l'héritage des vertus d'inspiration de Platon et d'Aristote mais la dépasse.

Car au lieu d'être dépendante d'une conception métaphysique de l'homme et du monde, d'une théologie ou même d'une représentation de ce que peut être une vie réussie, elle s'appuie sur une philosophie de l'existence, la vulnérabilité et la fragilité du corps humain témoignant d'un équilibre entre universalisme et historicité.

Il en est ainsi parce qu'elle est indissociable, par définition, de la valeur intrinsèque des êtres, du respect de leur altérité et de la diversité des formes de vie des cultures.

Et parce que la clef du rapport à soi est la clef du rapport aux autres, humains et non humains, à la politique, à l'économie et à la nature.

Et le souci du monde est la subjectivité de l'homme, pensée à partir de sa corporéité, de ses sens mais aussi de sa fragilité, de sa vulnérabilité et non de la tradition.

Ces mots qui nous précèdent

## Créativité

### *Une recette des temps modernes*

Bien souvent à l'époque actuelle, la *créativité* se confond avec cet autre mot clef de notre temps : *expression*, généralement invoquée dans ce conseil en forme de diktat : "Exprimez-vous", où la référence apparente au langage est trompeuse car cette expressivité aujourd'hui valorisée se manifeste plutôt sous la forme du cri primal, de ce qui sort non du gosier, encore moins du cerveau, mais, comme on dit si bien, des tripes.

Dans cette nouvelle configuration, la créativité ne doit donc surtout pas être confondue avec l'acte de créer, ni le créatif avec le créateur, encore moins avec l'artiste.

Qu'est-ce qui les différencie de ces derniers : essentiellement le fait que l'artiste comme le *créateur* créent ou rêvent de créer quelque chose qui dure, une œuvre qui traverse le temps, alors que le *créatif* se meut avec bonheur dans l'éphémère.

Relèvent de la création l'architecture, la peinture et la sculpture (avant que celles-ci ne se dissolvent en performances), la musique et la littérature . . .

La créativité se manifeste principalement quant à elle dans le domaine du spectacle : mises en scène dramatiques ou lyriques, happenings, organisations de shows à grand spectacle etc . . .

Ainsi cette créativité, ainsi entendue, cherche à s'annexer tous les arts et à les transformer en spectacles, assujettissant les œuvres aux mêmes critères que ceux qui permettent de juger et de comparer entre eux ces différents shows performatifs.

Et parmi ces critères l'on retrouve évidemment : un budget (qui doit être conséquent), le succès espéré auprès du grand

Ces mots qui nous précèdent

public voire le succès planétaire, l'innovation technologique (car sans technologie, on risquerait de confondre ces spectacles en œuvres d'art) etc . . .

Ainsi la littérature, art par excellence du silence et de l'intimité, ne vaudra que dans le cadre d'émissions de télévision qui se veulent audacieuses, humoristiques et surtout bavardes. Et cela vaut évidemment pour les autres arts, qui s'y plient de plus ou moins bon gré.

Ainsi créatifs et créateurs n'ont pas le même rapport au temps.

Alors que Shakespeare et Molière croyaient faire œuvre qui serait susceptible d'intéresser la postérité, le spectacle du créatif doit quant à lui plaire, s'imposer dans l'immédiat aux esprits. La recette est simple : il suffit de flatter le public en lui renvoyant une image complaisante des "valeurs" du moment.

Dès lors ce que l'on perd dans ce passage de la création à la créativité, c'est tout bonnement l'altérité de l'œuvre, surtout si elle est ancienne, ce qui faisait d'elle un objet extérieur au sujet et qui permettait donc à ce dernier de mieux se connaître en découvrant ce qui n'était pas de lui, en enrichissant sa conception de l'humanité.

Insignifiant, brillante combinaison de stéréotypes et des clichés du moment, le spectacle plein de créativité ne renvoie qu'à lui-même, dans une sorte de plénitude instantanée et rassurante qui voile sa totale inconsistance.

Paradoxalement, cette créativité ouvre donc sur une sorte d'art de l'incrédé et manifeste une impuissance complète à faire œuvre de créateurs. Une fois le beau abandonné, il ne reste guère comme ultime ressource que de choquer.

La créativité est le signe d'une culture que le spectacle tend à stériliser

## **Démocratie**

### *Une interrogation inutile ?*

Nous sommes sans doute trop occupés à nous glorifier de notre régime démocratique pour songer encore à nous interroger sur son sens.

De plus nous sommes tous démocrates.

Qui aujourd'hui oserait plaider pour un autre régime ? Même ceux qui s'interrogent sur la possibilité de laisser voter n'importe qui quand ils constatent avec horreur que cela peut aboutir au Brexit.

Pourtant cette organisation politique qui consiste à donner la possibilité, à l'ensemble des membres d'une même communauté de droit, de décider en commun de son destin et des lois qui le déterminent n'a rien d'évident.

L'essentiel, dès lors, est que, derrière les déclinaisons diverses, se dessinent quelques règles et habitudes, quelques valeurs qui caractérisent une société dont l'organisation politique est démocratique.

Pour rendre honneur aux morts dans la Guerre du Péloponnèse, discours imaginé ou reconstitué par Thucydide, le stratège d'Athènes, celui-ci définit ce pour quoi ils se sont battus : la défense de ce régime unique, de cette constitution si particulière qui fait qu'une minorité de citoyens n'impose pas ses vues au plus grand nombre.

A travers les caractéristiques du régime qu'il met en avant, on distingue l'égalité, appuyée sur le mérite, puisque ce n'est pas en fonction de leurs conditions que les hommes obtiennent des postes mais en fonction de leurs qualités.

Ces mots qui nous précèdent

La liberté, également, puisque chacun peut agir comme il l'entend, du moins dans sa vie privée, du moment que, dans l'espace public, il respecte les règles.

Enfin cette forme de solidarité qu'on pourrait rapprocher de la fraternité, puisque Thucydide, à travers la voix de Périclès, précise que les lois servent à protéger les plus fragiles.

Mais également le respect des lois non écrites, c'est-à-dire la conscience de vivre en société et de se devoir aux autres.

Ces lignes écrites il y a 2400 ans nous racontent mieux que de nombreux discours contemporains ce que devrait être un authentique régime démocratique, authentique en ce qu'il ne souffrirait que certains citoyens soient laissés de côté.

Et pour revenir à une autre source de ce régime, mais cette fois provenant de la révolution française, il est bien démontré que ce régime issu de la souveraineté du peuple, fondement de la démocratie, est indissociable de la souveraineté de la nation, et a pour mission et capacité à opérer les choix qui sont jugés nécessaires par ce même peuple.

Ainsi la démocratie, telle que pensée par des auteurs qui vont de Thucydide à Tocqueville, est un véritable modèle anthropologique qui implique des mœurs, des habitudes, une organisation sociale, une vision du monde.

Elle s'appuie, bien entendu, sur une constitution qui doit garantir à la fois le pouvoir du "peuple, pour le peuple, par le peuple", selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln.

Encore faut-il s'entendre sur la façon dont va se traduire concrètement ce projet ?

Si l'on retrouve chez Thucydide pour définir ce régime des notions proches de celles de liberté, d'égalité et de fraternité, c'est qu'elles sont indispensables à toute démocratie réelle

L'égalité de droit implique que chaque citoyen doit "être capable de gouverner et d'être gouverné". Conception qui ne vaut que dans une démocratie directe, diront certains.

Pour que cela soit possible, il faut que tout citoyen, quelle que soit sa condition, soit correctement formé. Tout citoyen doit pouvoir, à un moment donné, s'envisager représentant de la nation.

De même, un système qui, d'une façon ou d'une autre, réduirait la liberté des citoyens, ne saurait être dit démocratique.

On ne peut considérer comme libres des citoyens qui sont en permanence manipulés par des messages publicitaires ou des incitations, s'adressant, non pas à leur raison, mais à leurs pulsions, pour en faire des outils au service de la mécanique consumériste.

C'est en cela que l'organisation économique est indissociable du système politique.

Et l'on peut affirmer, à cet égard, que certains excès du système économique, tel qu'il s'est déployé depuis quelques années, abîment la démocratie, en tout cas en ce qui concerne les citoyens plus défavorisés.

Mais cette mise à l'écart d'une partie de la population, détachée de la vie démocratique, ne s'explique pas seulement par ce facteur économique. Il est aussi le fait de certaines élites ou oligarchies bien-pensantes qui s'associent de facto au pouvoir et décident de l'avenir à notre place.

Il en est ainsi dans le développement de l'Union Européenne, en particulier à partir des années 1980, dont la construction s'est mise en place dans un processus anti-démocratique à l'abri du consensus des citoyens.

Ces mots qui nous précèdent

Cette logique n'a fait depuis que s'amplifier.

Les dérégulations et les règles régissant la concurrence, l'élargissement à d'autres pays n'ayant absolument pas le même niveau économique, ni le même niveau de protection sociale. .

Tout cela s'est décidé sans la moindre délibération démocratique. Il y a grippage de la démocratie représentative si les représentants ne représentent plus le peuple, c'est-à-dire s'ils incarnent une vision de la société, une conception des enjeux économiques et sociaux, trop différentes de la majorité.

Une démocratie renouvelée, authentique, vivante doit s'appuyer sur un peuple traité en adulte, dont on développe tous les moyens qu'il a de constituer sa liberté. Elle doit être portée par des institutions qui irriguent l'ensemble du pays et en appeler à la responsabilité des citoyens en leur expliquant les conséquences de chacun de leurs choix.

Elle doit leur rendre l'autonomie qui leur a été confisquée en les poussant au meilleur d'eux-mêmes tout en donnant les moyens, par des services publics développés, de subvenir à leurs besoins premiers sans dépendre d'un système économique privé. Elle doit sanctuariser certains domaines qui touchent au vivant, à l'humain dans son essence.

Il n'y a pas de démocratie quand la consommation orientée par la publicité et le marketing sont le cœur du système économique et que quelques multinationales se partagent les données les plus intimes de toutes les populations pour en faire des fortunes et les contrôler par des algorithmes.

Et il n'y a pas de démocratie quand on dit au peuple qu'il n'y a pas d'autres alternatives dans ces modes de vie en société.

## Droits

### *Droits de l'homme et Démocratie*

La proclamation par l'Assemblée nationale issue des Etats généraux, le 26 août 1789, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est, dans l'histoire de l'humanité, un des moments qui constituent un point de bascule.

Car on ne peut pas faire en sorte que ce texte n'ait jamais existé et que les hommes n'aient pas conscience de ce que sont les droits fondamentaux sans lesquels il n'est pas de vie digne et de société vivable.

Pour autant il y a eu un glissement de sens sur cette notion.

Il est coutume de distinguer ainsi les droits-libertés, mis en avant par la déclaration, droit à la préservation de sa vie, droit de jouir des fruits de son travail . . .

Et les droits-créances, développés depuis le milieu du 20ème siècle, et qui désignent ces droits que l'individu réclame à l'Etat et qui réclament son intervention.

Pour être plus précis, la Déclaration de droits de l'homme, dans son articulation de la liberté et de l'égalité, porte en elle un double potentiel : celle d'une émancipation des hommes à travers leur participation à une communauté politique permettant des liens de solidarité qui les unissent et celle d'une conception de ces mêmes notions de liberté et d'égalité comme instituant l'isolement des individus considérés comme exerçant ces droits dans la solitude de leurs êtres.

La conception libérale des droits aboutit à cette extension des droits-créances, dans la mesure où elle incite les individus à réclamer tout ce qu'il est possible de réclamer, dans la mesure où cela ne nuit pas à autrui. Ainsi qu'à la réduction de la démocratie à une extension infinie des droits individuels, c'est-

Ces mots qui nous précèdent

à-dire la demande, par les individus, d'une reconnaissance de leurs désirs et d'une reconnaissance de l'Etat pour les assouvir.

La dynamique issue de la promesse des « lumières » n'admet pas de bornes. C'est ainsi qu'ont été adoptées des politiques publiques qui visent à rendre les modalités de l'existence sinon égales, en tout cas moins inégales, condition et conséquence de l'exercice de la démocratie.

Les individus démocratiques sont désormais convaincus qu'en deçà d'une certaine situation économique la citoyenneté devient « *formelle* », parce que la dignité du citoyen n'est pas respectée.

La logique de la citoyenneté conduit alors à revendiquer une égalité qui ne soit pas seulement formelle, au sens civil, juridique et politique, mais également « *réelle* ».

C'est dans cette logique qu'il faut inscrire les demandes récurrentes et croissantes de droits en matière, notamment, de procréation, au nom, bien sûr, de l'égalité.

Mais les aspirations sans limites des individus, ne portant pas seulement sur leurs conditions sociales d'existence et sur l'organisation des instances politiques, s'étendent irrésistiblement à tous les domaines de la vie personnelle et collective.

L'individu en est transformé jusque dans son intimité, signe de ce que Montesquieu appelait les « mœurs » et les « manières ».

Ce qui n'est pas sans poser problème, par exemple, quand on parle du droit d'accès à la procréation médicalement assistée pour les couples homosexuels à laquelle l'Etat devrait pallier par souci d'égalité.

L'idée selon laquelle tout droit pourrait être accordé du moment qu'il ne nuit pas à autrui s'appuie sur une conception purement individuelle des rapports humains.

Cette logique ne s'impose que progressivement, en particulier dans les classes populaires, où bon nombre de gens, attachés à une morale traditionnelle, estiment que l'extension de ces droits individuels devrait rencontrer certaines limites définies collectivement. Ils ne sont bien sûr qu'un reliquat réactionnaire que la modernité devra éclairer.

Hélas quand cette logique est instrumentalisée par ceux-là mêmes qui ont l'intention de supprimer tout droit individuel, la situation se complique.

C'est bien pourquoi l'urgence est de retrouver le sens premier des droits de l'homme et du citoyen, et en particulier cette articulation entre l'individuel et le collectif à travers la définition du bien commun que ces droits doivent contribuer à faire émerger, parce que cela seul rend possible la vie en société.

Si la société démocratique, poussée par sa propre dynamique, devenue extrême, en venait à confondre les ordres, les personnes et les valeurs, cela pourrait remettre en cause l'existence même du monde commun nécessaire à toute société qui n'admet aucune légitimité extérieure à elle-même.

Le refus de toute limite induit par l'utopie démocratique ne risquerait-il pas de se trouver en contradiction avec le respect des lois et la priorité donnée au collectif, éventuellement aux dépens des intérêts immédiats des individus ?

Si la démocratie n'était plus « réglée », la liberté ne pourrait-elle pas se corrompre en licence, l'égalité en égalitarisme ou, en d'autres termes, en indistinction généralisée, en indétermination permanente ?

Ces mots qui nous précèdent

L'analyse des risques que les démocraties se corrompent par l'exagération de leurs « principes » s'inscrit dès lors au cœur de toute démarche de notre société.

## **Education**

### *De notre responsabilité*

Nous sommes responsables du monde que nous laisserons à nos enfants, mais nous sommes aussi, surtout, responsables des enfants à qui nous laisserons ce monde.

Eduquer, c'est prendre en charge le monde. C'est faire sortir l'enfant de son égocentrisme spontané pour l'ouvrir sur le monde extérieur. Et cela passe par la frustration, le refus, la contrainte.

L'adulte est donc celui qui assume le temps long, qui sort l'enfant de l'immédiateté et de la pulsion, qui assume de ne pas donner immédiatement et inconditionnellement pour gagner l'amour de l'enfant comme une gratification.

Et cet amour n'attend rien en retour.

Et c'est là que l'éducation réclame une forme d'abnégation que l'individualisme contemporain ne favorise guère.

D'autant plus que, dans notre modèle occidental, l'enfant n'est plus le résultat ou la conséquence d'une rencontre mais devient celui qui est programmé, désiré, le produit d'une volonté.

Les parents qui ont choisi de mettre au monde un enfant sont responsables de cette vie. Le bonheur de celui-ci leur est indispensable pour qu'ils n'aient pas à se reprocher de lui avoir infligé un malheur.

Terrible responsabilité et tentation inconsciente d'acheter ce bonheur, de faire en sorte de pouvoir lire dans les yeux de l'enfant qu'on a fait son bonheur.

Or éduquer, c'est accepter la colère et le reproche de l'enfant que l'on frustre parce qu'on sacrifie son désir présent à un

Ces mots qui nous précèdent

bonheur futur, parce qu'on lui apprend le temps long et la récompense différée.

Eduquer est un travail permanent sur soi-même.

Il faut se tenir soi-même, s'interdire de déroger à ses principes.

Eduquer, c'est avant tout sacrifier une part de son plaisir immédiat à cet être qu'il faut préparer au monde et aux autres.

Et c'est sa future qualité d'homme qui en sera la récompense.

## Epoque

### *L'époké, l'épistémè*

Comment à partir de ce terme tenter de découvrir les structures agissantes qui pourraient amener et expliquer une vision, voire même une conception, du monde tel qu'il se présente à nos yeux.

Ces structures sont au nombre de trois : le système technico-économique, les institutions, qui sont démocratiques dans la grande majorité des pays, et finalement, la gouvernance dont le rôle est assigné, dévolu au politique.

Et ce schéma peut être figuré par un triangle.

Dans les institutions, il y a bien sûr certains éléments plus singuliers comme le droit, la défense, la politique extérieure. .

Par ailleurs, on ne peut plus penser le monde sous forme d'une ascension hiérarchique, d'émergences depuis un sol local en passant par le régional, le national, le continental mais à partir d'émergences au sein de réseaux ou de flux transversaux.

Ces réseaux sont le fruit de la technique et de l'économie qui la suit comme son ombre. C'est ce qu'on appelle la technologie, c'est-à-dire la technique mise au service de tous.

Ces réseaux sont à l'origine d'une accélération qui a produit une globalisation de nos manières de commercer mais aussi de discourir, de penser, d'être.

Ils stockent d'importantes masses de données que l'on appelle les "big data" qui constituent notre mémoire tertiaire, que nous ne savons plus appréhender.

A son époque Diderot se targuait de tout savoir sur les sciences constituant la nature, connaissances qu'il avait

Ces mots qui nous précèdent

formalisées dans son encyclopédie. A l'heure actuelle, les savoirs de tout humain représentent une goutte d'eau dans l'océan.

Mais voyons un peu les conséquences de cette accélération techno-économique.

Ces transformations travaillent la société dans son ensemble en arrivant si vite qu'elles court-circuitent délibérément et stratégiquement toute action politique, bien trop lente, donc totalement inefficace.

Le droit et la politique arrivent toujours trop tard et les algorithmes prennent le large.

Et cette désynchronisation est tout profit pour ceux qui savent la manipuler.

Par exemple les nantis, ceux que le *kairos*, (*l'opportunité*) a placés au bon endroit, au bon moment, et qui font fi du but commun.

En effet, cette nouvelle configuration induit de nouvelles positions de pouvoir. Au service de certaines personnes que ces pouvoirs se sont attachées, soit par le lien de l'argent, soit par le lien de la gloire ou encore par des avantages dissimulés, des prébendes liées à l'action politique.

Et ceci au détriment de la majorité qui reste au bord du chemin.

Malgré toute l'expérience possible et une certaine dose de sagesse, nous appréhendons avec peine, un monde qui est devenu d'une complexité inouïe.

Les multiples recherches dans tous les domaines, conduisent à des évolutions technologiques rapides. Les plus récentes contribuent largement à cette complexité.

La rupture engendrée par ces nouveaux systèmes techniques, ne donne plus aux individus, à la société, le temps nécessaire à leur appropriation et à leur intégration.

Ainsi la résilience de nos sociétés ne suffit plus face aux tsunamis technico-économiques qui sont une telle suspension de toutes les façons antérieures de penser.

Manières de penser et de vivre qui s'étaient élaborées par l'appropriation de changements antérieurs de systèmes techniques et qui sont maintenant déstabilisées.

La gouvernance (le politique) n'arrive plus à ajuster les institutions par rapport au système technico-économique.

Elle finit, désabusée, impuissante par se débarrasser de tout volontarisme préférant les rustines à une politique coordonnée et à long terme. Elle est en déshérence.

Connaissez-vous alors le terme grec « épokhé » ?

C'est une rupture, une suspension du jugement, une mise entre parenthèses d'une époque pour mieux l'analyser.

Nous devons considérer l'« épokhé » technologique d'une part, l'« épokhé » des savoirs d'autre part.

Ce deuxième « Epokhé » permettrait le réajustement vers de nouvelles façons de penser.

Nous sommes chahutés d'une innovation à une autre sans jamais avoir le temps de construire un horizon d'attente individuel et collectif : nous sommes face à une impossibilité de faire coïncider les évolutions technologiques et de savoir.

Si bien qu'il n'apparaît aucune nouvelle forme de pensée se traduisant en nouvelles organisations, en nouvelles institutions, en nouveaux comportements.

Ces mots qui nous précèdent

Donc, à l'évidence, une absence d'époque génère une sorte de chaos intellectuel, défavorable à la bonne gouvernance.

En résumé, lorsqu'un système technico-économique engendre une nouvelle époque c'est-à-dire l'émergence de nouvelles formes de pensée, cela se traduit par des courants religieux, politiques, artistiques, scientifiques nouveaux et par de nouvelles institutions et organisations sociales.

Mais aussi par des changements dans le droit, les formes du pouvoir et bien sûr dans les fondements mêmes du savoir.

L'ensemble de ces savoirs, adapté à une époque, forme notre rétention collective.

Mais comment rassembler tous les savoirs, cette rétention collective, puisque ils sont devenus incommensurables par leur taille ?

Revenons à notre triangle dont le centre de gravité est constitué de protentions collectives c'est-à-dire des processus d'individuation permettant à chacun de se recréer de nouveaux groupes sociaux et de nouvelles attentes sur le plan social également.

C'est ce que l'on appelle la trans-individuation sur le plan collectif et vulgairement le moral sur le plan individuel.

Ces circuits sont d'ordre affectifs, amicaux, familiaux, de coopération, ludiques, de pouvoir, de savoir et permettent à chacun de se forger des projets, des rêves, des buts, des horizons communs où l'autre, les autres jouent un rôle irremplaçable.

Et comme l'a suggéré Heidegger, des rétentions collectives partagées que l'on hérite lorsque nous venons au monde, ce qu'il appelle le Dasein, ne peuvent se produire que sur le mode d'un avenir futur.

Dès lors si une des pointes du triangle s'abîme, à cause du déphasage, de la rupture des formes de pensée, empêchant à tous la possibilité d'un avenir commun dans un monde commun alors le centre de gravité n'est plus au bon endroit et le système s'affole.

Et pour en revenir à une analogie basée sur les cités grecques qui en ont fait l'expérience politique et morale : l'axe (le sens, le but commun) et le cadre (les savoirs, les institutions) sont en perdition.

Et lorsque nous perdons la morale comme manière de vivre et de lutter contre l'entropie grandissante, nous ne sommes pas loin de libérer les puissances de destruction et de pulsion de mort décrites par Freud.

Notre monde désormais mondialisé est dominé par des valeurs véhiculées et matérialisées par la techno-économie.

Ce sont ces valeurs (celles de l'utilité, de la nouveauté, de la vitesse, de la quantité mémorisée, de l'efficacité . . .) qui donnent un sens désormais à nos vies.

La seule possibilité qui nous resterait serait-elle alors de se laisser porter par les vagues de ruptures dans nos façons de penser, que l'on pourrait appeler une disruption et qui se succèdent à un rythme de plus en plus soutenu ?

D'un point de vue pharmacologique, la question est toujours de renverser le poison en remède, c.-à-d. de faire de ce qui produit une augmentation locale d'entropie son contraire, un nouveau facteur néguentropique, une entropie négative.

C'est à ce prix que les nouvelles technologies ne créent pas un état de chaos permanent renforçant l'entropie, mais restaurent un ordre nouveau, néguentropique, c.-à-d. créateur d'un nouvel espace politique, économique, social, moral et culturel.

Ces mots qui nous précèdent

Mais pour mieux comprendre ce nouvel ordre, il faut aborder les concepts de cette entropie, positive ou négative, via l'analyse des systèmes informationnels ouverts ou fermés qui sont un des principes d'organisation de notre monde (voir systèmes).

Et ceci en faisant appel à des analogies relevant de la biologie et de la thermodynamique et bien sûr des modes d'organisation et de régulation de nos institutions (hiérarchisées ou en réseau).

## **Equilibre**

### *La ligne de crête*

Pendant de nombreuses années nous avons parcouru inlassablement dans les Vosges une route dénommée la Route des Crêtes.

Cette route dévoile de nombreux panoramas d'exception : l'on pouvait admirer la beauté des paysages et des lacs d'altitude tout en respectant la faune et la flore fragile de l'endroit.

Cette route a toujours inspiré dans notre esprit un équilibre, une position surplombante mais centrale, dans la relation, les sensations, éprouvées d'abord avec nous-mêmes, et puis bien sûr avec l'autre tant sur le plan affectif que social.

Pourtant notre culture actuelle reste profondément imprégnée de la conviction d'Aristote qu'entre le vrai et le faux il n'y a pas de tiers chemin.

Mais il n'en reste pas moins que son principal ouvrage consacré à l'éthique constitue un véritable livre du « faite médian », une sorte de ligne faitière entre deux abîmes de la médiocrité.

Le courage ne consiste-t-il pas à se tenir en équilibre, forcément toujours instable, et par conséquent dynamique, sur la ligne faitière qui surplombe à la fois la couardise et la témérité ?

Selon Stéphane Lupasco, toute action humaine s'inscrit dans trois « dynamiques » : une dynamique homogène, une dynamique hétérogène et une dynamique de la tension entre l'homogène et l'hétérogène :

- la dynamique homogène qui manifeste son emprise dans de nombreuses directions : au plan scientifique, dans la distinction du « vrai » et du « faux » ; au plan moral, dans

Ces mots qui nous précèdent

L'opposition du « bien » et du « mal », au plan politique, lorsqu'elle provoque et entretient des dérives totalitaires typiques de nos Etats modernes, au plan religieux, dans les doctrines du « salut » et de la "damnation".

Toutes ces dynamiques homogènes ont en commun une logique de l'identité et de la non-contradiction. C'est la logique du "tiers exclu".

- la dynamique hétérogène qui souligne, en revanche, non les traits communs des êtres mais leurs différences. C'est une dynamique de la différenciation. C'est la logique du "tiers inclus".

La connexion des deux dynamiques est très étroite car c'est la dynamique homogène qui dans sa propre expansion provoque, par excès et comme à rebours, son antagonisme hétérogène.

Au plan politique, la dynamique hétérogène se développe sous la forme d'une protestation à l'encontre des dérives totalitaires susmentionnées.

Nous vivons donc dans une collision frontale entre ces deux dynamiques, tant au plan personnel qu'au plan collectif.

Cette collision nous est si pénible à vivre que la plupart du temps nous refusons de nous y tenir.

La pensée authentique, la conscience critique et l'exercice de la responsabilité lucide ne sont possibles qu'à la condition de se tenir au cœur même de la tension de ces deux dynamiques en assumant pleinement et sereinement cet antagonisme, en la vivant à l'aide d'une troisième dynamique.

Il convient ainsi de ne pas s'enfermer dans l'élimination des conflits, mais tout au contraire de les vivre de façon créative

car ils forment la trame de nos vies tant au plan personnel qu'interpersonnel.

"Penser", c'est s'aventurer par delà l'opposition de la technique homogène et de l'arbitraire hétérogène ; c'est se tenir dans l'équilibre instable de l'antagonisme entre l'homogénéité rassurante du dogme et l'hétérogénéité effrayante de l'arbitraire.

C'est alors se tenir dans un "tiers jeu de langage", qui résulte d'un travail de médiation.

C'est savoir passer de la logique du "tiers exclus" à la logique du "tiers inclus".

Ces mots qui nous précèdent

## Flexibilité

### *Le chêne et le roseau*

Notre époque s'est réappropriée la fable du chêne et du roseau, en lui prêtant toutefois un sens que La Fontaine n'aurait certainement pas entériné (et pas même soupçonné non plus).

Car dorénavant managers, responsables, décideurs, dirigeants de tout poil de la finance ou de la politique sont fiers au contraire de s'associer à ces arbres qui "plient pour conserver leur ramure » plutôt qu'à ceux "qui résistent' mais "périssent déracinés.

C'est le monde à l'envers. Les grands de ce monde conseillent à leurs subordonnés d'apprendre à se comporter en arbrisseaux, à un roseau planté sur la rive d'un fleuve qui se plie à tous les vents., bref à faire preuve de flexibilité . . . que ce soit dans l'échine ou dans la nuque.

Ce terme de flexibilité est en tout cas très symptomatique des mots qui pensent à notre place. Comme tant d'autres mots, il est tout d'abord issu d'une métaphore, ce qui en fait un concept manifestement flou.

On peut ainsi noter que parmi tous les synonymes que l'on rapproche de ce mot, on trouve des termes qui, interprétés sous l'angle moral, en révèlent toute l'ambiguïté : malléabilité, légèreté, par exemple qui évoquent la faiblesse de caractère ou la désinvolture.

Mais le revers de cette versatilité du terme est un affaiblissement de son sens. En tant que concept, flexibilité ne dit rien de précis.

Il faut dès lors renouer avec sa métaphore d'origine.

Ces mots qui nous précèdent

A l'image du roseau, est flexible ce qui plie, s'ajuste, s'accorde, se conforme aisément à une situation nouvelle.

Alors que fait preuve de rigidité, tel le chêne majestueux, tout ce qui refuse de s'ajuster, résiste, s'arc-boute sur des prescriptions, des règlements ou des principes.

A travers cette opposition se lit donc un éloge du mouvement, voir du mouvant, de la fluidité, du déséquilibre ; et au contraire une réprobation à l'égard de tout ce qui apparaît comme fixe, stable, immuable, en équilibre . . .

On retrouve là le paradigme de l'opposition bien connue dans le domaine scientifique de l'entropie et de la néguentropie et qui occupe une place centrale dans l'imaginaire contemporain.

Selon la thermodynamique, l'entropie est un état d'équilibre atteint par l'épuisement énergétique du système qui ne permet plus aucune évolution ; ce système est devenu indifférent à tout ce qui l'entoure, il est dans un désordre maximal.

A l'inverse, on appellera néguentropie la capacité d'un système à demeurer dynamique, autrement dit à se maintenir dans un état de déséquilibre constant qui lui permet non seulement d'échapper à l'entropie mais de s'adapter à tout ce qui l'entoure.

Pour revenir à notre image de départ, l'image de la "rigidité" s'apparente donc à l'entropie, celle de la "flexibilité" à la néguentropie.

Ces deux concepts, tirés respectivement de la thermodynamique et de la biologie, ont eu une influence considérable sur l'idéologie libérale postmoderne.

Toute volonté de légiférer dans le domaine économique apparaît donc comme un facteur destructeur et entropique.

Cette flexibilité n'est pas étrangère aux évolutions récentes du marché du travail et du salariat. Et si on veut élargir le point de vue, tout ce qui constituait traditionnellement l'équilibre et la stabilité d'une vie humaine est à bannir au nom d'un invariant néguentropique. Il faut être flexible.

C'est là qu'apparaît un deuxième facteur qui explique le succès de cette métaphore : le néolibéralisme s'est trouvé un allié à priori plutôt inattendu dans une philosophie postmoderne et posthumaniste.

Cette rencontre inattendue entre la doctrine néolibérale et une certaine vulgate philosophique sert d'arrière-plan pour étendre ainsi la flexibilité à d'autres domaines que l'emploi, tels que l'éducation, la formation, la psychologie et même la morale.

Morale du roseau . . . qui fait "des hommes droits et flexibles" le parangon de l'homme nouveau.

Devant les ravages causés par cet ouragan, on se prend à espérer qu'il reste parmi nous et sur nos bords quelques chênes attardés, aux troncs bien rigides et ayant, en dépit de l'air du temps, de la roideur dans l'esprit qui leur donnerait la conviction qu'il est permis de résister.

Ces mots qui nous précèdent

## **Fraternité**

### *Un pilier oublié*

Il est bien isolé, ce troisième pilier de la devise républicaine française.

Les deux autres sonnent comme des évidences triomphantes, mais plus personne ne semble comprendre pourquoi y fut accolé ce mot qui contrevient si fort à notre désir impérieux de ne surtout pas nous embarrasser des autres.

Fraternité est pourtant le terme essentiel qui vient équilibrer cette devise. Pour les révolutionnaires, il signifiait que les liens qui les unissent sont d'une indéfectible solidarité.

La fraternité est donc ce qui distingue le régime républicain ou assimilé des démocraties libérales à l'anglo-saxonne. L'idéal américain se résume quant à lui par ces trois notions : "Vie, liberté, poursuite du bonheur".

Le libéralisme anglo-saxon, puisqu'il n'envisage que des individus dont la seule interaction s'appuie sur la compréhension rationnelle de leurs intérêts, ne saurait concevoir ce lien fondé sur tout ce qui préexiste à l'homme : l'histoire, la culture, la mémoire. Il le remplace par la charité.

Mais cette fraternité n'est pas seulement une fraternité entre gens de même culture et même histoire.

Elle suppose un universalisme qui, hélas, a désormais mauvaise presse.

Bien sûr, on se proclame citoyen du monde, on veut la suppression des murs, des frontières, mais l'articulation entre l'échelle de la nation et celle de l'humanité est impossible sans cette idée que des valeurs universelles peuvent s'incarner dans les spécificités historiques et culturelles de chaque peuple.

Ces mots qui nous précèdent

Ce que propose au monde la devise républicaine, à travers cette notion qui coiffe les deux autres et leur donne sens, c'est la réunion du particulier et de l'universel.

C'est l'idée que le particulier seul, et non le global, ouvre à l'universel.

Cette fraternité que partagent des hommes qui savent vivre dans une même société, dont ils sont responsables en commun, est celle qui fait de nous des êtres humains dignes, qui ne sauraient vivre pour eux-mêmes.

De sorte que, parce qu'ils savent partager avec leur voisin, leur concitoyen, des liens d'amitié, de respect, de solidarité, ils accèdent à l'humanité et rien de ce qui est humain ne leur est étranger.

## **Globalisation**

### *Autre mot pour mondialisation*

La langue anglaise a l'avantage de fonctionner en elle-même comme une vision du monde. Elle ne distingue pas entre globalisation et mondialisation, n'usant que du premier pour désigner le phénomène qui aboutit à uniformiser peu à peu le monde en un grand marché. Par là même, elle nous livre sa conception de relations internationales dominées par ce qui ressemble fort à un impérialisme d'autant plus qu'il est pétri de bonne conscience et qu'il s'appuie sur une part croissante des élites mondiales.

La confusion s'opère donc en français où l'on tend à confondre mondialisation et globalisation, où l'on mélange l'intensification des échanges sous l'effet des techniques nouvelles, c'est-à-dire de la navigation à voile (les phéniciens) aux outils numériques et la transformation du monde en un vaste champ d'extension des modes de vie imposés par le capitalisme consumériste (ce qui est une idéologie).

Rien n'oblige en effet à adopter partout les normes juridiques, les valeurs et les modes de vie qui accompagnent cette amplification des échanges.

Or c'est ce modèle que tentent d'imposer les adeptes du libre échange, pour qui toute différence d'habitudes, de modes de vie traduites dans des normes juridiques constitue un frein important à l'extension du commerce.

Et c'est à cela que servent les traités de libre-échange négociés dans le plus grand secret par les oligarchies européennes et américaines : l'abolition des barrières tarifaires, c'est-à-dire de toutes ces normes portant sur l'agriculture, la santé, la sécurité, la protection du vivant et qui traduisent la vision du monde propre à la civilisation européenne.

Ces mots qui nous précèdent

## **Humanité**

### *Un rêve pour notre monde*

Notre monde est affamé d'espoir, de promesses autant que de mythes : "Il n'y a pas de vie valable sans projection sur l'avenir, sans promesses de mûrissement et de progrès. Vivre contre un mur, c'est la vie des chiens". Tel était le message d'Albert Camus dans un de ses éditoriaux au titre éloquent : "Le siècle de la peur".

Nous avons besoin d'un projet commun, porteur de sens pour l'avenir.

Ce désir de fiction et ce besoin de croire sont précisément ce que ratent les pactes de stabilité et de sécurité. Ils ratent cet entrelacement du politique, du religieux et du culturel.

Et pourtant l'histoire n'a eu de cesse de nous montrer la force et la puissance de cette "spiritualité politique". Cette spiritualité politique, Michel Foucault l'avait vue à l'œuvre, c'était cette volonté politique du peuple iranien de ne pas donner prise à la politique seule et de trouver dans l'islam la fiction nécessaire au renversement d'un régime.

Ces illusions religieuses professent d'être des dogmes mais ne sont pas le résidu de l'expérience ou le résultat de la réflexion.

Et les humains ont besoin de les créer afin de conjurer leur angoisse face aux dangers de la vie, en société autant que dans la nature.

Ces illusions, ces fictions « vraies » sont constantes dans l'histoire de l'humanité ; elles sont à l'origine des religions comme de la politique et de la culture et répondent au désir de sacré des humains.

Lorsque l'univers est désenchanté à l'extrême, invitant à une consommation d'instant successifs, incitant jusqu'à la

Ces mots qui nous précèdent

corruption de toutes les valeurs et à l'affrontement de tous contre tous, que deviennent ce besoin de croire et ce désir de sacré ?

En ce sens, l'hégémonie culturelle du néo-libéralisme pourrait bien, un temps au moins, être une victime collatérale du terrorisme qu'il a contribué à produire.

Cela suppose de devoir reconnaître l'entrelacement des trois champs, culturel, religieux et politique et ainsi nous permettre de comprendre comment la *substance spirituelle* fabrique nos identités et nos subjectivités.

Alors que s'est-il passé pour qu'avec le néolibéralisme s'étiolent ces principes mêmes du libéralisme, son esprit des lois ?

Il nous faut dès lors réinventer une société qui retrouve le sens du monde vécu par une histoire fabriquée par tous et qui concerne tout le monde, il nous faut dicter le récit d'un « *projet commun* ».

Si les êtres humains ont tous les mêmes droits, c'est qu'au-dessus des droits définis par une participation active à la vie politique, sociale ou culturelle, qui sont par définition des droits particuliers, il existe des droits fondamentaux *partagés*. Un grand projet humain, et en même temps fédérateur, est nécessaire, qui insuffle suffisamment de confiance en l'avenir.

Au-delà des imaginaires fondateurs anciens, nous avons besoin d'une mythologie dont les anticipations situent leur point d'horizon par-delà les idéologies, dans l'avenir de projets communs qui vont nous transformer cognitivement et émotionnellement. Nous avons besoin de confiance dans l'esquisse d'un autre monde, un monde plus humain.

## **Identité**

### *Un mot tabou*

Mot tabou s'il en est. Le qualificatif "identitaire" est ainsi devenu l'arme de disqualification la plus répandue dans le milieu médiatico-politique.

Est classable parmi les identitaires quiconque défendrait l'idée d'une communauté nationale dont la nature dépasserait la simple adjonction d'individus sans aucun lien entre eux sinon d'être doté d'une carte d'identité ou passeport du pays dans lequel ils vivent.

Mais dans une société où l'individualisme consumériste incite chacun à porter en bandoulière sa supposée identité, son moi triomphant, chacun est alors sommé de la construire en dehors de tout déterminisme historique ou naturel, en dehors de tout donné.

En revanche, qu'une minorité, forcément opprimée, revendique une identité semble un droit dont on se gardera de se demander s'il enferme ceux que l'on englobe dans cette supposée identité.

Finalement la seule identité véritable serait l'identité nationale dont le seul but serait, semble-t-il, d'exclure les derniers arrivés.

L'articulation entre les différentes strates identitaires qui composent chaque individu et le rattachement à des collectivités sans l'y enfermer est le fondement même de toute vie collective.

Tenter de définir et de redéfinir ces différentes identités, à la fois historiques, géographiques et culturelles est un exercice nécessaire pour comprendre les liens qui se nouent entre les

Ces mots qui nous précèdent

hommes et qui font qu'aucune communauté humaine ne peut être réduite à un simple agrégat d'individus.

Tout le problème des constructions identitaires contemporaines est qu'elles relèvent d'une projection narcissique.

Dans ce cadre, une identité collective, nous inscrivant dans une mémoire, ne trouve que difficilement sa place et pourtant elle est nécessaire car c'est elle qui perpétue nos valeurs qui émanent de nos mythes, de notre histoire et elle peut servir, à ce titre, de socle commun.

L'idéologie libérale, en ce qu'elle ne veut concevoir que des individus, considère comme une oppression toute forme d'identité collective qui ne serait pas choisie par eux.

Ce faisant, elle rend impossible le sentiment d'appartenance qui soude une société et réunit les citoyens autour d'un projet commun.

Ce n'est pas en instaurant un tabou autour de l'idée même d'identité que l'on combat l'intolérance, mais en faisant de l'identité le sujet d'une recomposition permanente, entre la mémoire commune, l'héritage passé, et la façon dont les citoyens veulent les perpétuer.

Mais ceci n'est pas contradictoire avec le fait d'avoir des appartenances multiples ; on peut se sentir à la fois wallon, belge, italien, européen, bref homme du monde. Ce que nous devons être par ailleurs.

Mais le point de passage obligé est d'avoir des racines qui nous constituent et de les faire soi en profondeur.

Et c'est de ce cette façon que le dialogue et la vie avec d'autres communautés sera la plus aisée.

## **Immigration**

### *Un mot qui fait débat*

Il y a des mots que l'on ne prononce plus qu'en tremblant ou du moins en mesurant la masse des non-dits et sous-entendus qui lui sont associés.

L'immigration est un état de fait. C'est un phénomène majeur qui est en train de bouleverser les équilibres planétaires et qui mérite pourtant d'être pensé avec davantage d'acuité et nettement moins de préjugés.

Faut-il rappeler que ces déplacements de population se font beaucoup plus largement entre pays de l'hémisphère sud.

C'est un phénomène qui entrecroise les problématiques individuelles et collectives, mais dont la lecture libérale du monde, en ne considérant que des individus, empêche strictement de prendre en compte la réalité telle qu'elle est vécue par les populations elles-mêmes.

Toute tentative pour réfléchir aux implications d'une amplification des mouvements de population telle qu'elle se dessine actuellement sous l'effet des guerres, des déstabilisations économiques est immédiatement frappée d'un tabou : il s'agirait d'une forme de xénophobie.

On peut estimer que la dissolution d'une civilisation, dans une forme de culture mondiale unifiée, globalisée faite de droits individuels et de liberté d'entreprendre, est somme toute parfaitement acceptable.

Quand les déplacements de population sont tels qu'ils ne constituent plus un phénomène individuel, dans lequel chaque migrant va se construire son parcours, mais un phénomène collectif, par la perpétuation dans le pays d'accueil de modes

Ces mots qui nous précèdent

de vie et de valeurs importées de la culture d'origine, les choses deviennent plus complexes.

Il ne suffit pas d'organiser la cohabitation des individus par des règles de droit pour que, mécaniquement, ils adhèrent à cette liberté et cette égalité.

S'il est de notre devoir moral d'accueillir les immigrés, particulièrement les réfugiés politiques, il est aussi de notre responsabilité de mettre en place un travail d'intégration, qui nécessite à la fois l'immersion dans un milieu (social, professionnel, scolaire . . .).

Et la volonté, pour le nouveau venu, d'adopter les valeurs de la société qui l'accueille, sinon il y a peu de chances qu'il puisse tout à coup s'adapter à une vision des rapports humains, qui a mis des siècles à s'imposer en Europe.

## Individualisme

### *L'Héroïsme obligé de l'individualisme extrême*

L'individu du XXI<sup>e</sup> siècle est tout autant un héros qu'une victime de l'individualisme.

Il en est une victime quand il doit donner exemplairement l'image de l'*autonomie*, valeur suprême de la démocratie libérale, mais dans un temps où l'autonomie est devenue synonyme de dé-liaison familiale, d'atomisation sociale et de dispersion individuelle.

Un enfant est formé à l'« autonomie » quand il est mis à l'école dès l'âge de deux ans ; un vieillard est condamné à l'« autonomie » quand sa famille se désintéresse de son sort.

De vertu l'autonomie s'est changée en technique de dressage managériale. En son nom, l'individu est constamment placé au centre d'un panel de responsabilités, que ce soit dans le cadre de l'entreprise, de l'environnement ou de la vie de couple, il devient le seul responsable de sa vie et de l'échec de ses projets.

L'employé tombe malade d'avoir à intérioriser la responsabilité du succès et de la faillite économique de son employeur, d'avoir à se livrer en permanence à son auto-évaluation, à son autocritique et à son auto-condamnation ; son autonomie personnelle n'étant plus exercée que comme l'alibi de son auto-asservissement.

Le sociologue Alain Ehrenberg explique ainsi que la névrose a fait place à la dépression comme deux illustrations psychoculturelles des changements intervenus dans l'individualisme.

Si la névrose était, pour Freud, la pathologie résultant de l'abus du sentiment de culpabilité, la dépression est aujourd'hui la pathologie née de l'abus du sentiment de responsabilité :

Ces mots qui nous précèdent

l'individu "devient déprimé parce qu'il doit supporter l'illusion que tout lui est possible".

À l'âge du capitalisme cognitif, l'entreprise est regardée comme la révélatrice du réel tel qu'il est : changeant, imprévisible et complexe ; la révélatrice également de ce qui échoue dans la formation : l'illusion qu'il suffit de reproduire un modèle, l'enfermement dans des spécialités, la croyance aux solutions toutes faites.

L'attitude la plus courante face au changement est « réaliste » : jugeant que l'entrée dans une société de l'information est un fait de civilisation irréversible, on lui confère un caractère simplement *technique et stratégique* : on adopte la doctrine selon laquelle la compétence consiste désormais à convertir l'information en richesse et à conditionner le public en fonction de cette conviction.

La mondialisation contribue à légitimer la perpétuation de cette situation : elle donne l'impression ou l'illusion qu'une nécessité réelle et objective légitime le maintien de l'exploitation de l'héroïsme individuel comme un facteur de production irremplaçable.

Inventer, innover, c'est toujours transformer le savoir en richesse.

L'individu est donc une créature contrainte d'affronter sportivement et sans faillir le cap de toutes les "compétitions" qui mènent à la réussite.

Et comme c'est un individu fragilisé par les crises économiques, les mutations techniques et la morosité mentale du monde contemporain il se présente alors, pour reprendre l'expression de Baudelaire, comme un « frêle athlète de la vie » condamné qu'il est à devenir malgré lui un héros de la

concurrence permanente, un « héros » paradoxal des temps postmodernes, un héros fragile.

En s'individualisant toujours plus, la morale devient une affaire de goût, d'opinion, de circonstances. Elle provoque alors une résistance à toutes les normes, les modes de vie communs, le vivre-ensemble.

Ainsi singularisée cette morale sépare les individus au lieu de les solidariser dans l'imaginaire d'une même destinée.

Il y a ainsi perte du « monde commun », notion fondatrice dans l'œuvre d'Hannah Arendt.

Ces mots qui nous précèdent

## Jugement

*Qu'est-ce que la liberté sans celle du juger ?*

C'est dans une publicité d'une association de médecins omnipraticiens, qu'un célèbre médecin, connu pour ses interventions publiques au sujet de la lutte contre le sida explique sa pratique : « Ça demande d'être ouvert, dit-il, ne pas avoir trop de jugement".

Le mot jugement, en effet, est polysémique. On peut certes "juger" quelqu'un (porter un jugement), mais ce mot désigne aussi une faculté, celle de juger, autrement dit une intelligence (avoir un bon jugement, faire preuve de jugement).

Quant à l'expression "ne pas avoir de jugement", elle ne peut quant à elle ne signifier qu'une chose : en manquer.

Cet exemple nous paraît significatif non seulement d'une déliquescence de la langue, mais révélateur aussi de notre rapport collectif au fait de juger, au jugement (bon ou mauvais).

D'un côté, une simplification inconsciente de la langue impose au mot "jugement" un sens univoque, de l'autre nous nourrissons l'idée erronée que l'action de juger est quelque chose de forcément mauvais.

Ainsi l'air du temps nous pousse vers une même logique.

Surtout ne pas juger, ne pas porter sur autrui, sur ses actions, sur ses idées le moindre jugement, ne pas même essayer de l'influencer ou de lui faire changer d'idées, de peur de . . . ?

De le blesser, de l'atteindre dans son estime de soi ?

Ainsi en vertu de l'ouverture, du respect et des droits, l'individu est devenu une espèce de *monade*, fermée sur elle-

Ces mots qui nous précèdent

même et le simple fait de remettre en question ce qu'il dit ou ce qu'il fait serait tenu pour attentatoire à sa liberté.

Prenant pour point de départ de sa réflexion des temps bien plus sombres que les nôtres, Hannah Arendt a écrit des choses définitives sur ce refus de juger.

Dans *Eichmann à Jérusalem*, elle impute comme on le sait la complicité dans le crime de génocide non pas à une quelconque monstruosité morale, mais à cette incapacité où était cet ancien lieutenant-colonel SS de porter un jugement sur ce qu'on lui demandait de faire.

Car, comme il répondit à ses juges : "Qui était-il pour juger, pour avoir des idées personnelles sur la question".

Le jugement est précisément ce qui lui fit défaut.

Car ajoute la philosophe, l'accusation portée contre des gens comme lui d'avoir participé à des crimes contre l'humanité exige justement qu'on attende d'êtres humains qu'ils "soient capables de distinguer le bien du mal".

Nous vivons fort heureusement à une époque où le "pas trop de jugement" n'a pas d'aussi épouvantables conséquences.

Mais ce n'est pas évidemment une raison pour abandonner des principes forgés au sein du brasier et dont les rougeoiements peuvent éclairer l'avenir, surtout si l'on ne veut pas que celui-ci replonge dans des ténèbres qui pourraient être encore pires.

Car ce qui se cache derrière ce refus de juger, souligne à nouveau Hannah Arendt, c'est au fond le refus obstiné de la part d'un chacun de "jouer son rôle de législateur du monde", l'abandon de la raison comme de tout effort de moralisation et le renoncement à ce désir de rendre le monde plus humain.

Nous laissons au contraire se mettre en place un monde froid, indifférent, plein de solitude, amoral, privé de sens, où nul ne se sentira plus responsable de son prochain.

Un monde, en outre, dans lequel chacun se tiendra pour déterminé de l'extérieur afin de renier pour lui-même tout sentiment de responsabilité.

Qui ouvre aussi grand la porte à un monde dans lequel "toutes les fautes ou événements" seront rapportés à une sorte de nécessité mystérieuse, œuvrant derrière le dos des hommes, autrement dit à un monde qui est loin d'être construit en commun.

Et c'est de cette inaptitude à se relier aux autres par le jugement que proviennent les événements entraînant l'horreur et, en même temps, la banalité du mal.

Ces mots qui nous précèdent

## **Laïcité**

### *L'enjeu de combats politiques*

Le mot est devenu depuis quelques années l'enjeu de combats politiques.

Au début des années 2000, ce mot n'intéressait personne. Un principe un peu suranné qu'on ne rappelait que pour évoquer l'école obligatoire et gratuite sur le modèle français de Jules Ferry.

Une notion héritée et constitutive de l'histoire politique de la gauche et que celle-ci avait totalement abandonnée, alors qu'elle constituait sa matrice idéologique, au profit de la revendication de l'extension des droits individuels et de l'ouverture à l'autre . . .

En fait la laïcité est une arme contre le fanatisme et les extrémismes religieux puisqu'elle repose sur l'idée d'un citoyen conçu comme individu rationnel, éclairé, capable de relativiser ses propres croyances pour accepter la confrontation avec des opinions autres. Il n'est pas de plus belle arme pour permettre la paix et la concorde civile.

Une telle conception de la puissance publique repose sur la séparation entre espace public et espace privé puisqu'elle invite à distinguer ce qui relève des différences légitimes entre les hommes et de ce qui les unit en tant que citoyens.

Cela ne signifie nullement que les religions doivent disparaître des rues mais seulement qu'elles ne doivent pas influencer la puissance publique ni exercer, en tant que communauté constituée, un rôle dans la délibération démocratique autour du bien commun.

Ces mots qui nous précèdent

Tel est bien le problème de la visibilité des religions car si elle devient un signal, si elle est une manière de se compter, elle met en danger la concorde civile.

C'est bien pourquoi, par delà les règles du droit qui découlent de la loi, la laïcité repose avant tout sur un état d'esprit, un certain rapport au monde, dans l'espace public, dans lequel chacun cherche à mettre en avant le commun, à rechercher ce qui le relie à la communauté politique, et non pas ce qui l'en distingue.

Elle repose ainsi sur l'accord implicite autour d'une mise entre parenthèses, dans l'espace public, des différences individuelles.

Elle est surtout la condition pour construire une société vivable par delà les différences et les options religieuses des uns et des autres.

Elle est un beau projet d'émancipation des individus, qui ne se confond pas avec l'entreprise d'isolement que construit le libéralisme à travers la régulation par le droit et le marché.

Elle est dans une logique de résistance à toute emprise des puissances d'argent sur la chose publique. Car on ne pourrait défendre la laïcité et se faire en même temps le chantre d'une dérégulation qui ne verrait partout que des individus et jamais cette collectivité qu'on nomme société.

Voilà pourquoi la raison pour laquelle la laïcité est tellement insupportable aux idéologues du marché et à leurs relais empressés.

Concluons en disant tout net à la suite de Monique Castillo : la laïcité ne doit pas être regardée comme une arme de combat et comme une institution simplement défensive mais comme un esprit, et même, ajoute-t-elle "comme une spiritualité que j'aimerais nommer le courage de l'incertitude".

Nous pensons que cette proposition ferait de la culture civique le lieu de formation et d'expression de l'interculturel.

Le but dans ce cas ne serait pas l'unification de la société par une culture, aussi noble soit-elle, mais d'intégrer les éléments de la diversité culturelle actuelle puisqu'il n'est plus possible de les transcender en un tout homogène

Ces mots qui nous précèdent

## **Libertaire - libertarien**

### *Le paradoxe poussé à l'extrême*

Nous sommes à l'heure actuelle sous l'emprise et ce, depuis quelques décennies, d'un phénomène libertaire - libertarien.

Et ce indépendamment des idéologies politiques qui nous gouvernent, donc toutes tendances idéologiques confondues, quoi qu'en disent parfois certains tribuns.

Libertaire sur le plan économique donc.

L'économie à tout crin et la globalisation font que nous sommes pris dans des flux mondialisés, aussi rapides et virtuels qu'instantanés qu'il faut ramener à du réel, du sensible et du corporel.

Cette émergence de réseaux ou de flux transversaux, dont l'apparence est plus liquide que solide, constitue notre nouvelle représentation du monde. Nous sommes tous devenus des nomades potentiels.

Et cette économie s'est désencastrée du politique.

Et c'est en généralisant cette idée qu'il nous alors faut prendre acte de la "*périphérisation*" des États.

Car l'une des conséquences de la mondialisation est qu'il n'est plus possible de voir dans l'État une autorité de contrôle au centre de la société.

Il faut désormais parler des États au pluriel, mais aussi d'institutions internationales, d'organisations non gouvernementales, de sociétés multinationales, de multiples groupements d'individus et finalement d'un système mondial devenu "*multipolaire*" et décentré par rapport à notre occident.

Les États sont dans l'acratie la plus totale, un mot de racine grecque, désignant leur absence de force, de puissance vis à vis

Ces mots qui nous précèdent

notamment de cette nouvelle donne provoquée par la globalisation des échanges.

Et cette acratie fait de sorte que ces mêmes Etats n'arrivent plus à maîtriser le but commun ou sont dans l'errance ou la falsification devant leur impuissance.

Mais il ne faut pas tout remettre sur le dos de l'économie.

Il y avait une économie libérale, au sens de Locke, qui a impulsé une avancée dans le progrès et le bien être des hommes.

Mais nous vivons à présent sous l'emprise d'une économie déconnectée de la réalité, de la plus value réelle apportée aux produits fabriqués.

Il s'agit ici d'une économie dont profitent certains financiers sans scrupules certes mais aussi une partie du monde politique.

Ce monde y trouve une certaine façon d'instaurer ou de perpétuer son pouvoir, à défaut d'une notoriété qui aurait pu lui être acquise par la voie politique dans sa genèse de bon gouvernement de la cité, si bien décrite par Platon dans sa "République".

Aspect libertarien ensuite sur le plan sociétal et sur le plan des mœurs.

Les "lumières" ont voulu, et ce à juste titre, faire de nous des individus libres et égaux, valeurs suprêmes de la démocratie libérale.

Dès lors ces dites "Lumières" se sont obscurcies au regard de ce que l'on peut appeler aujourd'hui la tentation de l'illimité, le désir infini, la transgression avec oubli de la responsabilité, sans oublier la volonté, par les possibilités techniques, d'arriver

à faire surgir l'homme augmenté dont on ne sait trop où il va nous mener (voir transhumanisme).

Ainsi la gouvernance permanente du désir sans fin prend de plus en plus le pas sur des principes qui maintenaient notre cohésion, notre identité, notre héritage, nos manières de faire société.

L'autonomie est devenue synonyme de déliaison familiale, d'atomisation sociale et de dispersion individuelle et c'est ainsi que nous sommes devenus très individualistes en dehors de ces situations où la peur et l'angoisse prédominent.

Il est vraisemblable que chaque époque aurait sécrété un individualisme à sa mesure.

Aujourd'hui, c'est au tour de la société postmoderne d'avoir suscité ce héros paradoxal qu'est le « frêle athlète de la vie », parce qu'il lui faut des héros de l'individualisme... démocratique (voir individualisme).

Dans son sens courant, la démoralisation renvoie à une perte de conviction et mais aussi d'énergie, du sens de la créativité, de la volonté d'entreprendre.

La perte de la morale entraîne dans son sillage, une perte du moral. C'est lié.

Et c'est ainsi que liberté et droits de l'individu sur le plan de l'économie et liberté illimitée sur le plan de la morale et des mœurs sont devenus intrinsèquement et profondément encastrés, à la manière de Jason qui avait deux visages, selon la manière dont il était perçu par ceux qui l'entouraient.

Ces mots qui nous précèdent

## Liberté

### *Le mot par excellence*

Le premier des trois mots de la devise républicaine, le plus facilement accepté, le plus largement partagé, même si chacun y entend à peu près ce qu'il veut. Un mot auréolé par sa grandeur.

Rien qu'à le prononcer, on se sent exalté.

Mais ce mot abuse d'une polysémie que le plus souvent on néglige paresseusement. Montesquieu l'observait déjà : "Il n'y a point de mots qui aient reçu plus de différentes significations". Il est vrai qu'il est tellement plus simple et plus réjouissant d'invoquer à son sujet le "pouvoir d'un mot" (Paul Eluard).

Comme dit Hannah Arendt, il est "aussi impossible de concevoir la liberté que son contraire, que de former la notion d'un cercle carré".

Il suffit pour s'en rendre compte d'énumérer les adjectifs qu'on a parfois jugé utile de lui accoler : liberté positive ou négative, liberté formelle ou réelle, liberté politique ou individuelle . . .

Mais revenons à son sens éminemment politique.

Si les hommes naissent "libres et égaux en droit", encore faut-il savoir ce que cette liberté implique, au-delà de l'absence de servitudes et des libertés énoncées dans la déclaration des droits de l'homme et des citoyens.

Il s'agit alors de se demander quelle organisation sociale et politique va permettre à la liberté humaine de s'exercer et comment sortir des déterminismes qui l'empêchent de s'exercer.

Ces mots qui nous précèdent

La pensée libérale nous a conditionnés à considérer qu'il n'est d'individu libre que détaché de tout lien avec autrui, de toute histoire, de toute tradition, un individu auto-construit dont la raison seule doit déterminer les choix à partir d'un impératif unique : répondre à son égoïsme naturel, et donc maximiser son profit.

C'est oublier que nous sommes incarnés, que nous naissons dans un lieu spécifique et sommes porteurs d'une histoire spécifique qui ne sont pas un enfermement mais ce qui nous constitue.

Le libéralisme moderne a donc tranché en faveur de la définition la plus simple, voire la plus simpliste : la liberté, c'est faire ce que l'on veut, ce qui nous plaît.

Une telle définition a bien sûr pour elle d'apparaître intuitive et de s'accorder sans peine au sens commun.

Mais avant de faire ce que l'on veut, il faut bien évidemment savoir ce que l'on veut.

Cette objection n'est pas si oiseuse que cela. Dans la mesure, entre autres, où notre volonté se modifie au gré des influences comme des circonstances, et qu'elle nous transforme autant qu'elle se transforme.

Il faut parfois sortir du désir immédiat, instinctif, pour désirer vraiment et mieux.

Cette liberté désirante, si elle était infinie, constituerait d'ailleurs, comme disait encore Montesquieu, une bien "triste liberté".

De plus cette définition de la liberté comme désir ou volonté soulève également la question des conséquences de nos actes.

Et cette idée qu'un acte déterminé par lui-même peut nous amener à des conséquences néfastes surtout pour soi-même.

Pensons à la drogue et à l'alcool, où dans cette situation, il serait préférable de protéger les gens contre eux-mêmes.

Le dernier écueil auquel se heurte cette liberté simpliste et désirante est celui de sa vanité : il y a bien des choses que l'on peut vouloir faire ou désirer mais qui échappent tout simplement au domaine du possible ou au champ de nos possibilités.

Il convient alors de reconnaître ce qui, au contraire, appartient et se livre à l'action libre de l'homme, c'est-à-dire tout le champ du social et du politique.

Et réapprendre à penser la notion de liberté dans sa capacité à embrasser l'individuel et le collectif. Car la liberté est une conquête collective puisqu'elle est une conquête politique.

Et le rôle d'un système d'organisation d'une société est de bâtir cet édifice si complexe qui préserve les liens de sociabilité sans en faire des chaînes pour les individus.

Il nous faut pouvoir penser un idéal de liberté qui ne se confond ni à une uniformisation centralisatrice ni avec l'exaltation d'un individu abstrait.

Et ainsi échapper à cette alternative simpliste : des individus isolés réduits à la simple coexistence ou des communautés englobantes et archaïques à l'identité supposée figée.

Cette incapacité à penser la dialectique est d'autant plus problématique qu'elle se double d'une vision mécaniste de la liberté, conçue comme un droit qu'il suffirait d'accorder et non comme un processus d'émancipation.

Il en résulte une société dans laquelle le fort écrase le faible.

Cette absence de construction rationnelle des individus, associée à un consumérisme omniprésent se retourne contre le

Ces mots qui nous précèdent

projet libéral. Car ce projet consiste à prétendre que le consommateur est libre.

Aucune régulation donc et ainsi la démocratie consisterait à donner aux gens ce qu'ils veulent, à mesurer les parts de marché ou d'audience.

C'est à l'Etat, émanation du corps politique, de reprendre la main et d'organiser la société dans le sens du bien commun et de mettre en œuvre tout ce qui permettra aux citoyens d'exercer leur rôle, c'est-à-dire d'être des hommes libres.

Tel est le vrai sens de l'éducation libérale qui ne part pas de supposées compétences de l'individu mais d'une éducation fondée sur des savoirs inscrits dans une culture et une histoire parce qu'ils sont les instruments de la liberté.

## **Littérature (morale)**

### *La littérature comme aventure morale*

La lecture de romans impose une révision de la manière dont nous pensons l'éthique en la fondant sur des normes ou des principes car elle évoque l'identification avec des individus uniques et nous rend sensibles au contexte.

Cet intérêt pour le particulier dont le jugement moral ne peut faire l'économie implique que la lecture est déjà une démarche morale et qu'elle nous conduit à prendre la mesure de la fragilité du bien.

Les œuvres littéraires nous amènent à exercer notre jugement moral avec plus de finesse et développent ainsi notre imagination morale.

Ainsi la littérature ne nous aide pas seulement à apprécier la diversité des situations morales et des expériences de vie, mais à considérer d'autres vies que la nôtre en y ayant accès de l'intérieur au lieu de les connaître par des jugements pré-établis.

En effet, la découverte de personnages auxquels nous nous attachons par la lecture nous permet d'être concernés par ce qui leur arrive tout en gardant une certaine distance.

L'art de l'écrivain est de créer une émotion sans être didactique ni imposer de thèse.

Ainsi la rencontre inédite et surprenante qu'il fait avec ses personnages est une rencontre avec lui-même. Elle s'opère à un niveau profond qui renvoie à son imaginaire et à son inconscient.

Les romans, en montrant les fils qui tissent notre vie ordinaire, rendent également la perception de nos devoirs plus incertaine.

Ces mots qui nous précèdent

L'apport de la littérature à la morale est essentiellement indirect : elle ne change pas la manière d'être des personnes et ne les rend pas plus vertueuses mais elle les dispose à ne pas se satisfaire de slogans et à interroger leurs certitudes ainsi que celles de la société dans laquelle elles vivent.

Si les chefs-d'œuvre de la philosophie ne suffisent pas à développer notre sensibilité morale et si nous avons besoin de littérature, c'est parce que cette dernière souligne la limite des concepts en révélant ce que la philosophie, dans son ordonnancement du réel, a tendance à effacer : à savoir le désordre de l'existence et les conflits vécus par des êtres vulnérables.

C'est parce que le mal est en nous, et pas seulement à l'extérieur de nous, et que des forces puissantes s'opposent à la considération que nous avons, pour nous-mêmes et les autres, qu'il est nécessaire de recevoir une éducation faisant appel aux émotions, à l'imagination morale et au langage.

Ce que les œuvres littéraires nous donnent à voir, parfois clairement, parfois obscurément, nous plonge dans une troublante perplexité en même temps que nous sommes conduits à un élargissement formidable de notre intelligence et de notre compréhension des relations humaines.

Cet éveil à la compréhension intime, au *sentiment* des situations humaines, la philosophie peine à le susciter et à le développer parce qu'elle aura trop souvent délaissé, ignoré, voire méprisé ce que l'intelligence requiert de sensibilité et l'imagination de travail.

Telle est pourtant la condition première de toute quête de la connaissance véritable.

"Commençons par l'immense pitié" déclare Victor Hugo. Savions-nous vraiment en quelle manière un geste de bonté

véritable, de bonté insensée, peut bouleverser un être, jusqu'à transformer sa vie tout entière, avant d'avoir accompagné Jean Valjean à la rencontre de l'évêque Bienvenu ? Rien ne laisse mieux éprouver les dilemmes de la responsabilité morale que le chapitre des *Misérables* où les exigences de l'honnêteté et de l'intégrité entrent dans un conflit terrible avec le calcul utilitariste des conséquences.

Dans *Billy Bud* de Melville, la décision, au cœur de l'intrigue, que prend le bon prince noir, le commandant Vere est tout empreinte d'une raison machiavélique. Elle consiste à faire pendre le beau matelot, l'incarnation parfaite de l'innocence en conséquence d'un crime dont il ne s'est qu'involontairement rendu coupable. Parce que la loi est au-dessus de tout et qu'elle doit être respectée.

Dans *La Pitié dangereuse* de Stefan Zweig, nous saisissons les dilemmes entre le désir de liberté et les contraintes de l'obligation auxquels la pitié, - maudite pitié, s'écriera le héros du roman - nous confronte tragiquement. Et que penser de la distinction que Zweig établit entre la pitié sentimentale et la pitié créatrice ?

"Si la littérature s'éloigne du mal, elle devient vite ennuyeuse" disait Georges Bataille. Gageons, au contraire, que lorsque la littérature s'approche du bien, elle est formidablement *intéressante*. Et cet intérêt n'est pas seulement intellectuel : il nous implique profondément.

A Hannah Arendt le dernier mot : "A l'heure actuelle, je pense que le mal est seulement extrême, mais jamais radical et qu'il ne possède ni profondeur ni dimension démoniaque. Il peut dévaster le monde entier, précisément parce qu'il prolifère comme un champignon à la surface de la terre. Seul le bien est profond et radical".

Ces mots qui nous précèdent

## **Manifestation (de soi)**

### *La manifestation de soi ou le redoublement originnaire*

Pourquoi les oiseaux chantent-ils ? Le paon se pavane-t-il ?

Mais aussi pourquoi édifie-t-on des monuments sur les places publiques de nos villes ? Pourquoi les objets d'usage courant ont-ils le plus souvent été ornementés ? Bref pourquoi cet étalage de formes ?

A ces questions on répond le plus souvent par diverses explications utilitaires et fonctionnelles : la vie animale comme la vie humaine seraient régies en dernière instance par l'exigence de la survie et de la conservation.

Or un examen sans préjugés montre que le principe d'utilité n'a qu'une validité limitée. Pour des fins purement utilitaires, des moyens réduits auraient largement suffi.

Il est donc nécessaire, par fidélité au réel, d'élaborer un horizon élargi où ces laissés-pour-compte éclatants puissent devenir intelligibles sans cesser d'être partiellement énigmatiques.

Ainsi se précise une situation, que l'on pourrait appeler "redoublement originnaire" : l'être se dédouble ou se redouble originnairement, et non pas secondairement, en un paraître. Ce beau mot de redoublement suggère aussi une intensification : on redouble d'attention, d'intensité.

Cette idée de redoublement originnaire - celui de l'être et du paraître - consiste à admettre une relation entre deux termes, comportant une forme de tension et de contradiction.

Il n'y a ni un pur être non fissuré en une manifestation de soi, en un paraître, ni un pur paraître qui ne serait pas une manifestation de quelque chose, d'un « quelque chose » dont on doit bien admettre qu'il a une existence propre.

Ces mots qui nous précèdent

Et s'il y avait chez l'homme, comme dans la vie animale et végétale, une tendance à manifester ce que l'on est, à paraître au lieu de simplement être ?

Cette réflexion sur l'apparaître a une analogie profonde avec le cycle du donner-recevoir-rendre.

Car l'une comme l'autre montrent que les formes sociales, comme les formes naturelles, comportent une dimension de gratuité et de contingence qui excède tout principe de nécessité et d'utilité.

Même si l'on peut s'apercevoir ensuite qu'il existe quelque chose comme une *utilité de l'inutile*.

## Mérite

### *Un mot à multiples sens*

Ce mot a endossé de multiples sens avant de prendre celui que nous lui donnons, d'avantages et de qualité estimables accordées à un objet ou une personne, puis de talent, de valeur.

Car il y a derrière ce mot toute une conception de l'existence humaine et du rapport entre l'individu et la société. On en revient bien sûr au texte de Thucydide dans La guerre du Péloponnèse où il précise, qu'en démocratie, les postes sont distribués, non en fonction de la condition, mais en fonction du mérite d'un chacun.

L'égalité de droit qui régit la démocratie n'efface pas les différences de capacité. Dans certaines formes de démocratie, la logique égalitaire est poussée jusqu'au bout à travers la pratique du tirage au sort. Et sans doute trouverait-on là le remède le plus efficace pour fracturer le mur qui s'est dressé entre les élites et le peuple.

Mais il faut dire cependant que le mérite n'a plus bonne presse et il est d'ailleurs assez remarquable que la notion soit conspuée aussi bien par les libéraux que par la gauche.

Les libéraux s'appuient ainsi sur les réflexions de John Rawls pour considérer que le talent ne constitue pas un mérite. La justice considère donc plutôt à organiser les relations entre les individus de telle sorte que les inégalités existantes apparaissent acceptables par le fait qu'elles profitent aussi aux plus défavorisés.

Etrange conception qui vide le mot de son sens. Il n'y a aucun mérite à être doué et personne n'a jamais songé à le décréter.

Ces mots qui nous précèdent

Le mérite désigne l'effort, la domestication du talent pour le faire advenir. Le mérite est le contraire de l'immédiateté, il se manifeste sur le temps long.

De l'autre côté, les sociologues d'après Bourdieu s'emploient à démontrer que le mérite n'existe pas puisque les critères en sont fixés par les dominants, et qu'on ne le mesure qu'à la conformité avec les codes de la culture bourgeoise.

Pourtant, bâtir une société sur l'idée qu'il faudrait que soient récompensés l'effort, le travail, l'utilité sociale et l'honnêteté plutôt que l'exploitation systématique ne semble pas illégitime car nul ne compensera jamais totalement les inégalités de naissance.

Le mérite est une fiction, mais une fiction nécessaire, car une société qui ne valorise pas l'effort et la conscience professionnelle est condamnée, soit à élaguer, à décourager toute volonté, soit à ne valoriser que la réussite et, comme c'est finalement le cas dans notre société de consommation, à n'attribuer les places et les rémunérations qu'en fonction du profit que génère un individu dans le cadre d'un système basé sur l'accumulation.

## Métaphore

*Comment mieux exprimer sa pensée*

La récurrence des expressions métaphoriques de la modernité (la cage, la brèche) nous rappelle que la crise est elle-même, dès l'origine, une métaphore issue du domaine médical.

Si l'instrument privilégié de la réflexion philosophique reste le concept qui permet de construire un discours clair et rigoureux, dégagé des séductions du mythe et des formes impropres du discours figuré, la métaphore, forme du discours figuré, est comme un écart, un déplacement par rapport au cours normal du langage.

Dans ces conditions, c'est au concept qu'il revient d'interroger l'usage de la métaphore - son statut, sa validité, sa fonction - tout comme il interroge le mythe.

Mais les choses ne sont pas si simples, comme en témoignent la persistance de certaines métaphores et formes imagées au sein du discours philosophique au point de se demander si elles ne sont pas partie prenante de l'élaboration philosophique.

Kant attribue aux jugements un rôle similaire à celui que jouent dans la « Critique de la raison pure » les intuitions ; ce qu'il appelle un transfert de réflexion.

Paul Ricoeur, dans *la Métaphore vive*, se propose d'émanciper la métaphore de son statut purement rhétorique afin de mettre en évidence qu'elle *dit* quelque chose de la réalité, qu'elle est dotée du pouvoir heuristique de *redécrire* la réalité, libérant ainsi une réflexion sur le rôle de l'imagination.

Pour Aristote, premier philosophe à la théoriser, la métaphore est quelque chose qui arrive au nom, un écart de sens, un nom d'emprunt transféré d'une chose étrangère.

Ces mots qui nous précèdent

Investi par l'imagination, l'énoncé métaphorique « fait sens » en tant que totalité ; la métaphore est donc la capacité à produire un sens nouveau. Elle est à la fois innovante et révélatrice.

La métaphore se voit alors dotée d'une fonction heuristique, elle relève d'une heuristique de la pensée car elle « ne viole un ordre que pour en créer un autre ».

Cette théorie de la métaphore s'inscrit dans une certaine orientation philosophique ; elle relève d'un questionnement sur le « monde vécu », le « monde de la vie », entendu comme réserve de sens, comme ce surplus de sens de l'expérience vive qui rend possible l'attitude objectivante et explicative.

Définie comme pouvoir de redécrire une réalité inaccessible à la description directe, la référence métaphorique en vient à ébranler la conception traditionnelle de la vérité comme vérité-vérification.

Se fait alors jour l'idée d'une « vérité métaphorique », expression qui marque une tension, une réflexion sur les rapports de la réalité et de la vérité.

Les métaphores expriment ainsi des orientations, des manières de se tourner vers le monde de la vie qui ne peuvent pas se cristalliser en concepts purs.

Mais elles soutiennent également la pensée conceptuelle à laquelle elles fournissent une sorte de support, une dimension tacite d'intelligibilité.

Elles constituent à la fois un substrat et une « réserve fondatrice » à partir de laquelle le concept s'enrichit sans toutefois la consumer ou l'épuiser.

Mais une métaphore ne reste pas toujours identique à elle-même : elle a une histoire, elle est une « vérité à faire » ; il en

est ainsi pour la métaphore du voyage en mer, analysée dans le « Naufrage avec spectateur », qui a recours aux dangers de la navigation (côtes, îles, haute mer), métaphore en permanence habitée par le contraste entre les dangers encourus en mer et le confort avec la terre ferme.

Mais la métaphore de la navigation n'est pas univoque, car dans le cas du périple d'Ulysse, elle rend sensible l'expérience que l'on acquiert au cours du voyage de la vie. Cette métaphore du naufrage témoigne alors des mutations de la conscience historique de la modernité.

Les métaphores suppléent ainsi le concept aux limites de l'objectivité mais il s'agit d'une suppléance (réserve de sens) et non d'un supplément, ajout par lequel on viendrait remplir un manque.

Que la modernité, du fait de son absence d'univocité, consono avec l'expression métaphorique fait, dans le cas présent, que la crise soit peut-être une métaphore absolue de l'époque contemporaine.

Ces mots qui nous précèdent

## **Modernité**

*Faut être absolument moderne ?*

En ce début du troisième millénaire, l'injonction rimbaldienne selon laquelle il faut être absolument moderne nous tarade.

Car c'est la clef la plus sûre de la posture intellectuelle et du succès mondain.

Sinon, nous voilà tout aussitôt taxés de nostalgiques, conservateurs, réactionnaires, passéistes. Bref nous n'aurions le choix qu'entre accepter avec conviction une modernité (voire une postmodernité) qui se déclinerait sur le mode du néo, de la techno, de la réforme ou même de la révolution (informatique).

Le seul hic, n'en déplaise à tous ces laudateurs du progrès avant tout, est que se déclarer moderne ne veut plus dire grand-chose tant il y a de non-dits dans cette injonction quasi morale à adhérer à la modernité et encore plus d'ambiguïtés.

En témoignent les débats actuels car enfin qu'est ce qui est moderne.

Le port du voile islamique ou son refus ? Une laïcité conséquente ou l'acceptation, au nom de la tolérance et de l'ouverture à l'autre, de tous les intégrismes religieux, y compris les plus rétrogrades ?

Le flou du terme appellerait donc un peu de prudence dans son usage en tant qu'anathème ou invective à la mode pour censeur privé.

Affubler indistinctement du qualificatif "moderne" tout avènement technologique, artistique, ou sociétal contemporain, c'est mettre facilement l'esprit en berne, c'est s'abuser volontairement et au pis manipuler en toute conscience le sens des mots.

Ces mots qui nous précèdent

Si l'on est alors rebuté par ce simplisme, il est donc nécessaire de s'interroger sur le terme et sur l'idée, et de nous poser ou reposer ces questions : qu'est-ce que la modernité ?

En premier lieu, un rappel, ou une évidence : l'idée de modernité est forcément couplée à celle de progrès. C'était déjà vrai du temps de la célèbre querelle dite des Anciens et des Modernes.

De l'idéal porté ensuite par les philosophes des lumières, qui ne pouvait, selon eux, qu'ouvrir sur un avenir radieux aux promesses de grands soirs et de matins qui chantent de l'utopie marxiste.

Dans la double acception du terme, le progrès tenait son sens (à la fois sa direction et sa signification) d'une vision globale de l'histoire de l'humanité.

Or, conséquence de la fin des grands récits, cette modernité n'est plus aujourd'hui soutenue, faute d'une grille d'interprétations, que par une caricature de l'idée de progrès.

D'une lutte parfois acharnée contre les faiblesses du passé, nous avons fait du progrès une action dénuée de toute confrontation et de toute résistance dont le but n'est plus de distinguer, au sein du présent, ce qui est valide de ce qui ne l'est plus, mais de séparer, dans une dichotomie rassurante, ce qui existe maintenant de ce qui existait avant.

Le progrès, si tant qu'on choisisse d'utiliser encore ce mot, n'a de sens qu'à partir du moment où il se voit défini par autre chose que la simple nouveauté.

Tout ce qui survient ne saurait être qualifié de *facto* de progrès. Le définir exige donc de chacun de nous un choix, un tri, un engagement.

C'est ce que nous rappelle, Jean-Claude Guillebaud. "Avoir le goût de l'avenir, écrit-il, c'est vouloir gouverner celui-ci ; c'est refuser qu'il soit livré aux lois du hasard, abandonné à la fatalité, à la domination, aux logiques mécaniques d'un *processus sans sujet*".

Cette mise au point semble d'autant plus nécessaire que notre époque se caractérise sur les plans technologiques et scientifiques, par une confusion savamment entretenue par des lobbies puissants et des gros intérêts entre ce qui est possible et ce qui est souhaitable, entre l'ouverture de nouveaux champs de recherche et des besoins mieux supposés, couplés à une demande qui n'apparaît qu'après coup.

La téléphonie sans fil en est un bon exemple, ce n'était pas une demande du public. C'est la capacité technologique et l'offre subséquente qui en ont engendré la demande (largement associée par la publicité) et des comportements associés.

Désormais, cette techno-science ouvre sur des possibles dont on cherche à peine à mesurer les conséquences; on fait simplement les choses parce qu'on peut les faire. On accompagne un mouvement, qu'on a renoncé à orienter ou contrôler.

Alors ce prétendu progrès, cette modernité vécue à la fois sur le mode de l'impératif existentiel et moral (il faut vivre avec son temps) et de la fatalité (il n'y a pas d'autres alternatives), auquel on nous sommes sommés d'adhérer, les yeux fermés et sans le questionner, n'est-il pas tout d'un miroir aux alouettes ?

Pour aimer l'avenir, dit encore Jean-Claude Guillebaud, il faut savoir aussi dire non. Sans cette négation et cet assentiment, il n'est ni progrès ni modernité qui vaille.

Ces mots qui nous précèdent

Alors qui est moderne, finalement ?

Est moderne, tout simplement pourrait-on dire, ce qui libère l'homme au lieu de l'asservir, ce qui lui permet d'échapper aux fatalités (y compris celles qui ont été générées par lui) d'un passé devenu oppressant ou d'un futur pour lequel il lui faut garder toute sa lucidité.

## Nation

*Un mot difficile à prononcer publiquement*

L'évocation de la nation expose aux accusations de nationalisme comme celle de peuple aux accusations de populisme, dans une logique assez étrange qui voudrait que l'amour ou l'intérêt pour un objet conduise automatiquement à sa perversion.

La nation, pourtant, d'après Ernest Renan pouvait se penser en dehors de toute considération éthique ou même linguistique.

D'après lui, elle est définie par un processus politique fondé sur un plébiscite de chaque jour, un processus rendu possible par un passé, une histoire.

"Une nation est une âme, un principe spirituel" écrit-il. Elle est à la fois la possession d'un riche legs de souvenirs (passé) et d'autre part le désir de vivre ensemble (présent).

Les commentateurs actuels n'en retiennent curieusement que la dimension contractuelle, celle du "consensus" pour vider finalement la notion de sa substance.

Ainsi c'est effacer un peu vite l'idée de peuple sur laquelle se fonde cette nation ; car le principe spirituel, évoqué par Renan, ne saurait relever de la seule volonté d'individualités agrégées.

Voilà qui évidemment gêne les chantres du multiculturalisme et de l'individu auto-constructeur : il ne saurait exister de communauté politique sans le rappel continu des liens qui préexistent aux individus et les constituent.

Ce qui ne signifie pas que les individus extérieurs à cette histoire seraient condamnés à rester extérieurs à cette nation ?

Ces mots qui nous précèdent

Mais c'est par la transmission de ce legs de souvenirs de l'histoire, des récits, des mythes qu'ils seront intégrés à cette agrégation d'hommes dont parle Renan.

D'où la place de l'école et de l'éducation dans l'édifice d'un modèle de vie en commun. Les débats incessants sur l'enseignement de l'histoire n'ont pas d'autres sources.

Les professeurs ont pour mission de former des hommes libres portant une culture commune. Libres par leur savoir.

L'esprit critique naît de la confrontation d'une idée avec le savoir que l'on possède déjà et celui-ci vient par la transmission de savoirs antérieurs.

Ainsi la nation n'est pas une fermeture à l'autre, ce qui est le leitmotiv de ceux dont l'objectif est de promouvoir un système économique globalisé, appuyé sur un marché mondial unifié où seule joue la concurrence.

Georges Orwell disait dans l'un de ses textes, que "le patriotisme est plus fort que la haine des classes" ; ce dont peuvent se rendre compte tous ceux qui s'intéressent un tant soi peu aux "gens ordinaires".

## **Néolibéralisme**

*Un mot qui n'existerait pas*

Le néolibéralisme n'existe pas. Il n'est qu'un fantasme de la part de ceux qui rêvent d'imposer le socialisme et l'hypertrophie de l'Etat. Parler de néolibéralisme ne consisterait en rien d'autre qu'ajouter un préfixe néo pour le décrédibiliser.

Tel est le discours des tenants du système économique qui s'est développé à la fin des années 1970 sous l'emprise de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan.

Discours d'autant plus étonnant que les fondateurs de ce libéralisme moderne, Ludwig Von Mises et Frédéric Hayek, assument parfaitement cette dénomination.

Ce néolibéralisme s'est donc peu à peu mis en place à partir de 1970, offrant aux financiers une puissance sans partage. Tout l'équilibre bâti autour des idées de Keynes est alors remis en cause.

Bill Clinton ira encore plus loin en abolissant la séparation entre les banques d'affaires et les banques de dépôt, ce qui entraînera de nombreuses et importantes fusions par la suite.

L'ensemble des mécanismes mis en place par ce capitalisme financier à coup de dettes sert à imposer à l'économie réelle de s'adapter aux besoins des actionnaires. Il s'agit d'obtenir une rentabilité rapide, un retour sur investissement immédiat.

Dans ce système néolibéral, qui donne le pouvoir aux actionnaires, les capitaines d'industrie ne sont plus au service de la pérennité de leur entreprise mais de sa rentabilité boursière.

Autre optimisation, celle qui permet de payer le moins d'impôts possible. La libéralisation des flux de capitaux et la levée des barrières douanières facilitent le jeu par les

Ces mots qui nous précèdent

multinationales de la mise en concrescence fiscale des Etats. Cette concurrence déloyale étant favorisée par l'appel à des avocats spécialisés dans l'optimisation fiscale.

Le bilan du néolibéralisme est apocalyptique. Il se caractérise par la destruction de millions d'emplois. Et c'est en général au nom de la liberté, de l'ouverture et des droits de l'homme que s'imposent les dérégulations qui vont profiter au secteur financier.

Réussir à faire croire qu'il n'est pas d'autre visage du libéralisme, réussir à s'appuyer sur l'atomisation des individus, la libération des mœurs et l'idéologie de l'ouverture à l'autre et de la tolérance pour imposer l'idée que le Bien passe par ce système, telle est la force immense du libéralisme.

## Ouverture

### *Un mot à la mode*

Voilà encore un de ces mots que l'on utilise à tous vents. Il y a peu on ne l'utilisait que pour les portes, les champs ou les esprits.

Une porte devait être ouverte ou fermée. Les paysages à perte de vue transformaient les campagnes en gigantesques damiers. Et tout un chacun pouvait faire preuve d'ouverture d'esprit.

Ouvert est promis à une belle carrière ; on l'utilise de préférence seul désormais et le mot ouverture semble être devenu une vertu cardinale de notre époque.

A l'inverse, la fermeture, qui caractérise encore certaines personnes, comme certaines institutions, s'est transformée dans le discours social en péché contre l'esprit . . . celui du temps.

Cette ouverture est indéniablement, avec la transparence et la flexibilité, une des grandes métaphores de l'idéologie contemporaine.

Elle se décline ainsi et joue sur des registres variables et apparemment inconciliables : en voici trois exemples fort dissemblables.

La métaphore de l'*ouverture* s'utilise de façon privilégiée dans la pseudo-morale actuelle.

Mais l'ouverture caractérise également le domaine de la technologie et particulièrement celui de l'informatique et du réseau Internet. On y parle de logiciels open sources, ou encore de systèmes ouverts, ceux-ci étant supposés être des facteurs fondamentaux de progrès, de démocratisation à l'accès à la technologie.

Ces mots qui nous précèdent

Enfin cette métaphore de l'ouverture est depuis longtemps déjà d'un usage courant dans le domaine économique associé à la mondialisation, celle-ci consistant pour l'essentiel en une ouverture négociée des frontières, voire à une disparition des barrières douanières et des taxes associées.

Ces trois domaines d'application issus du même terme comme des mêmes principes suggèrent un monde où tout pourrait circuler librement, sans obstacles, sans aspérités, où tout serait donc fluide, labile, liquide.

Mais quels sont ces obstacles, ces clôtures, ces fermetures qu'il s'agit de combattre ?

C'est dans le domaine commercial qu'il est le plus aisé de les identifier : ce sont les législations nationales, les lois sociales, les frontières étatiques.

L'ennemi c'est l'Etat dont ce nouveau monde ne conteste pas l'existence mais la capacité à gérer de façon souveraine son économie, à entraver le libre jeu de la concurrence, à contribuer, à travers taxes et impôts, à une relative distribution de la richesse.

C'est aussi la démocratie, puisque tous ces accords internationaux à l'origine de la mondialisation sont négociés derrière des portes closes et sont rarement soumis à un vote des électeurs.

On conçoit aisément que l'idéal d'ouverture n'a rien d'altruiste ni de désintéressé, mais est avant tout commandé par des principes commerciaux et la liberté dont il est ici question est exclusivement la liberté de choix des consommateurs et leur emprisonnement correspond à une diversité moindre de l'offre.

A priori, la circulation de l'information sur Internet relève en revanche d'un tout autre ordre d'idées pour rejoindre la

volonté lyrique lorsque cette liberté procure l'ouverture à un authentique processus de démocratisation.

Mais il est clair qu'une fragmentation d'Internet en en divers réseaux nationaux menacerait le monopole de Google face à des acteurs qui ne joueraient plus le jeu de la concurrence généralisée. Ouvert devient ici synonyme d'entreprise monopolistique.

Si ouvert est donc fortement utilisé dans le discours de l'économie comme dans celui portant sur les nouvelles technologies, c'est dans le domaine de la morale que culmine quantitativement l'usage de ce terme imagé.

C'est une expression qui renvoyait à la fois à la tolérance et à la curiosité intellectuelle.

Ainsi ouvert sur le monde, signifiait que l'on avait l'ambition de se lancer à la découverte d'autres cultures, de voyager, de se confronter à d'autres systèmes de pensée etc . . .

Il ne s'agit aujourd'hui que d'une simple pétition de principe, on se dira ouvert sur le monde pour évoquer une vague tolérance à l'égard des autres ou pour signifier que l'on n'est pas étriqué.

En effet si l'on s'interroge maintenant sur cet autre syntagme à la mode : "l'ouverture à autrui" ou "être ouvert aux autres", on se rend compte rapidement qu'il n'invite pas lui non plus à apprendre à connaître autrui.

Il est devenu une simple proclamation de tolérance et celle-ci ne s'accompagne d'aucun jugement (puisqu'il ne faut pas juger, voir jugement). Il suffit pour l'exercer de tout accepter.

Bref l'ouverture est une vertu dont il n'est pas trop difficile de se draper ; elle est aussi une abdication devant l'air du temps.

Ces mots qui nous précèdent

Ainsi quand une personne se dira *ouverte*, il faudra y voir un appel à l'aide et charitablement lui enseigner non pas la fermeture, mais des embrasures, car celles-ci permettent de voir et de connaître le monde sans exposer l'intégrité de son "moi".

Etre ouvert, voilà donc une idée bien déçue et qui se mue en son propre contraire car alors qu'elle était la vertu qui permettait de chercher le bien en se servant de la raison, voilà qu'elle équivaut maintenant à l'acceptation de tout et à la négation du pouvoir de la raison.

C'est le point qui unifie ultimement tous ces sens de la même métaphore que l'on vient de passer en revue.

Du point de vue du comportement, de la technologie, du commerce, la "négation du pouvoir de la raison" et donc la reddition de l'homme, face à des processus ou des mécanismes, qu'il se déguise sous l'apparence de la "main invisible" ou d'une quelconque divinité ou sous les masque d'autres fatalités, voilà bien ce qui unit toutes ces formes d'ouverture.

Il nous faudra dès lors retrouver avec l'acception de ce terme le sens premier de la liberté et du pouvoir de la raison qui l'avaient autrefois accompagné.

## **Paradigme (appliqué à notre monde)**

### *Le changement de paradigme d'un nouveau monde*

Bref, on ne peut plus penser le monde sous forme d'une ascension hiérarchique, d'émergences depuis un sol local en passant par le régional, le national, le continental ... mais d'émergences au sein de réseaux ou de flux transversaux dont la représentation est plus liquide que solide.

Nous sommes pris dans des flux mondialisés, aussi rapides et virtuels qu'instantanés qu'il faut ramener à du réel, du sensible et du corporel.

Il s'agit dès lors d'appréhender localement le global en retrouvant le(s) sens à tous les niveaux de notre vie.

Cette autre manière de penser explique le poids joué désormais par la géographie qui met à plat le monde et l'histoire qui resurgit comme mémoire de nos identités.

Une autre tendance consiste à vouloir suivre les évolutions effrénées, les changements pour les changements ; ce qui fait de l'immédiateté le nouveau paradigme des techniques et des pratiques sociales.

Ces transformations travaillent la société dans son ensemble en arrivant si vite qu'elles « court-circuitent délibérément et stratégiquement toute *délibération* politique, bien trop lente, donc totalement inefficace.

Le droit et la politique arrivent toujours trop tard.

La rupture engendrée par ces nouveaux systèmes techniques ne donne donc plus aux individus, à la société, et même aux écosystèmes biologiques le temps nécessaire à leur appropriation et à leur intégration.

Ces mots qui nous précèdent

La seule possibilité qui nous reste serait alors de se laisser porter par les vagues de disruption qui se succèdent à un rythme de plus en plus soutenu ?

On peut lier ce phénomène à la démoralisation, - absence de morale, baisse de moral - qui gangrène notre société.

Il nous incombe de toute urgence à inventer une « autre politique de la technologie » pour opérer « une transformation radicale de l'innovation, devenant la véritable innovation sociale et ouverte, qui est au cœur de ce que nous appellerons une économie de la contribution ».

## **Pensée (et présence au monde)**

### *Face à soi*

L'exercice de la pensée est un exercice solitaire, qui nécessite de rentrer en soi-même pour mieux s'ouvrir au monde. Le contraire absolu de la connexion permanente à laquelle incitent les technologies numériques.

Non pas qu'il faille se priver de l'extraordinaire outil que constitue Internet en tant que moyen de partager et de diffuser le savoir.

Mais les réseaux sociaux ont le danger, pour la grande majorité de leurs utilisateurs, de constituer un instrument de destruction de toute possibilité de retrait, de mise à distance.

C'est là tout le paradoxe.

Il est absolument essentiel à toute vie humaine de créer des liens mais ces liens ne doivent pas relever de la dépendance.

Ils ne viennent pas combler la solitude mais enrichissent et amplifient les moments où, dans notre intimité, nous pensons le monde.

Effacer cette intimité, la livrer en permanence au regard des autres, c'est s'interdire ce moment de la pensée. La société de loisirs est aussi celle de la mort de la pensée : distraire pour ne pas laisser l'esprit se construire.

De plus, la vague actuelle du développement personnel et de la méditation n'est pas une reconquête de ce temps de la pensée mais une nouvelle forme d'occupation "efficace" de notre temps.

Il s'agit de développer des techniques pour apaiser les tensions provoquées par l'accumulation et la connexion permanente mais elles ne conduisent pas à la racine du mal.

Ces mots qui nous précèdent

Car, penser c'est essentiellement apprendre à distinguer l'essentiel de l'accessoire, c'est apprendre à distinguer les moyens des fins. C'est déterminer les fins que nous choisissons de poursuivre.

Le foisonnement dans lequel nous maintenons les réseaux et le développement des loisirs a justement pour fonction de nous faire perdre de vue l'essentiel et les fins de nos actions. Le retrait, c'est-à-dire l'entrée momentanée dans une autre temporalité est le travail de réinscription de l'être dans le monde, sans le filtre permanent de la technique.

Car habiter le monde c'est être présent à soi-même et aux autres. C'est apporter au monde sa propre marque.

Etre au monde en nomade, et ne faire que passer, sans avoir à comprendre l'espace qui nous entoure, sans s'ouvrir à ce qui en fait la spécificité, tel est le projet des sociétés contemporaines et l'uniformisation en est l'arme la plus efficace.

Habiter le monde c'est au contraire bâtir sa maison en fonction du lieu, échapper à l'uniformisation qu'impose l'organisation de l'espace et du temps par l'éloignement des lieux d'habitation et de travail.

Car on ne peut habiter le monde qu'en comprenant la spécificité du lieu, retrouver la sensibilité à la géographie et à l'histoire. Il convient pour chacun d'entre nous de résister au travail des forces économiques qui tendent à rendre ce monde uniforme et ainsi de lui porter un regard curieux et étonné.

Et consacrer cette attention aux signes encore visibles et palpables de cette diversité d'un monde que l'on veut encore et toujours présent à soi.

## Peuple

*Une notion devenue floue*

Mais qu'est-ce que le peuple ? Ce mot qui fit l'histoire de la démocratie et celle des mouvements ouvriers est désormais proscrit. Quiconque le prononce doit se justifier immédiatement : n'est-il pas en train d'essentialiser une race dont il vanterait la pureté ?

Et cette polysémie ne serait-elle pas en train d'effacer, par la voie du tribunal médiatique, deux cents ans de luttes sociales ?

La langue grecque avait su distinguer toutes les nuances de ce mot. Quant au *populus* latin, il ne se confond pas avec la plèbe, la masse assemblée, mais il porte en lui plusieurs traditions philosophiques.

Les Grecs distinguaient le *genos*, qui marque l'origine commune, l'*ethnos*, groupe culturel et racial, et le *demos*, qui désigne la communauté rassemblée.

Le mot français peuple comporte une nuance supplémentaire : il désigne ces classes sociales modestes qui ont pendant deux siècles soutenu l'activité productrice, avant que l'économie libérale et la sociologie moderne, ne décrètent leur dissolution.

Mais en aucun cas il ne faut y voir, comme le firent certains médias ou certaines élites contemporaines, une défense de l'identité nationale contre les immigrés.

Le peuple est donc une notion inflammable même si les politiques, tout en fustigeant les populistes, l'ont redécouverte récemment, sans doute à la faveur de divers événements et analyses qui diagnostiquaient une coupure entre "nos représentants" et le "peuple".

Comment l'acception de ce mot, cœur battant de la démocratie, a-t-il dès lors perdu le pouvoir car on entend en

Ces mots qui nous précèdent

permanence s'entremêler ses deux principales acceptions, le peuple comme assemblée de citoyens et le peuple comme entité sociologique.

Dans un contexte de creusement des inégalités et dans un contournement démographique tel qu'il se pratique grâce à la dérégulation financière, une pensée politique cohérente doit tenter d'articuler les deux définitions du peuple comme assemblée de citoyens et comme partie sociologique qui subit toujours, de fait de l'organisation économique, la domination de ceux, parmi les détenteurs de capital, qui ont vu leurs revenus s'envoler grâce à la concurrence généralisée des salariés.

Tout le problème est de lutter contre la fracturation de ces deux groupes, l'un par le multiculturalisme ; l'autre par l'opposition apparente entre d'un côté les artisans, petits patrons et de l'autre ouvriers et petits employés . . . quand tous sont victimes d'un système qui détruit les filières industrielles, les commerces de proximité et des modes de vie équilibrés entre ville et campagne.

## Populisme

*Un mot à divers sens*

Le populisme n'est aujourd'hui, dans son usage médiatique, qu'un des nouveaux avatars de la figure du mal, telle qu'elle a pu s'incarner ces dernières années, dans le "réactionnaire", ou le "xénophobe".

Le populisme, dans son sens actuel, désigne toute tentative scandaleuse pour entraîner les masses vers des contrées idéologiques peu conformes à ce que nous pensons actuellement être le bien c'est-à-dire nos valeurs morales telles qu'elles ont toujours prévalu dans notre civilisation depuis quelques dizaines d'années.

Etrange destin pour un mot dont le sens était jusqu'à présent à peu près établi, puisqu'il faisait référence à un courant politique né dans la Russie du 19<sup>ème</sup> siècle, et qui concevait un socialisme en dehors du projet de collectivisation des terres et du culte de la modernité industrielle, c'est-à-dire en dehors du mythe du progrès.

L'idée que le peuple, finalement, ne serait guidé que par ses affects, qui le pousseraient à vouloir le pire est agitée par ceux qui se contentent de voir dans l'élection d'un Donald Trump, par exemple, la preuve que le "populisme" est dangereux, en oubliant les raisons qui ont poussé des millions d'Américains à voter pour lui, non pas à cause de son racisme et de sa misogynie, mais bien malgré eux.

Les travaux de Chantal Mouffe ont fait émerger l'idée qu'il était possible de rendre à ce mot une part de son sens originel et de tenter de penser une politique qui s'appuie sur le peuple sans chercher à le fracturer pour en dresser une part contre une autre.

Ces mots qui nous précèdent

Ce qu'on pourrait appeler populisme serait alors un mouvement politique capable de réinsuffler de la démocratie là où le système économique néolibéral a somme toute privé le peuple en tant qu'entité politique de son pouvoir de décision.

Un mouvement authentiquement populiste, fondé sur l'articulation entre le peuple, comme communauté nationale et le peuple comme entité sociale, ne saurait oublier tous ceux qui souffrent du système actuel, mais dont la culture et les traditions politiques ne les situent pas naturellement aux côtés de ce qui reste d'un mouvement ouvrier.

En effet, la notion de classe a bien évolué pour subir une torsion qui fait d'elle une entité tout à fait dissemblable de l'ère industrielle.

Paysans, indépendants, petits patrons, cadres moyens, demandeurs d'emplois . . . ont, à l'heure actuelle, les mêmes intérêts de classe que les ouvriers et les employés.

Leur séparation est entretenue par une instrumentalisation du concept de libéralisme, qui consiste à faire croire aux premiers qu'ils n'ont pas d'autres choix que le néolibéralisme actuel.

Et qu'ils ne peuvent préserver leur conception de la liberté qu'en acceptant l'atomisation des individus et la destruction des structures sociales et des liens de solidarité.

C'est donc par la reconquête des mots que passera la reconstitution d'un véritable mouvement d'émancipation.

## Radicalité

### *La radicalité confisquée par les mots et les images*

Le sentiment d'impuissance comme l'effroi face à tout changement, dont la rhétorique de la terreur est complice, sont à l'origine des ornières de la pensée. Ces ornières font entendre les chuintements du ressassement dans ce qu'on lit et dans ce qu'on entend.

A la plainte quotidienne et légitime qui dénonce la pollution de l'air et annonce l'agonie de la planète se joint, inséparable, l'expérience déprimante des tensions agressives dans l'espace public.

Les organes du pouvoir lui-même, dans leur acquiescement lucratif avec le capitalisme sauvage, se font serviteurs de toutes les dérégulations en faisant mine d'en combattre les dérèglements et de nous en protéger.

Tout sonne tellement faux comme un instrument désaccordé !

Quelles sont les voix qui peuvent se faire entendre, non pas pour formuler quelque vérité perdue ou encore inédite, mais pour rendre simplement à l'usage de la parole et au sens des mots leur pouvoir de liaison.

C'est dans ce paysage qu'il est souhaitable de rendre au terme "radicalité" sa beauté virulente et son énergie politique.

Tout est fait aujourd'hui pour identifier la radicalité aux gestes les plus meurtriers et aux opinions les plus asservies.

La voici réduite dans un nouveau lexique à ne désigner que les convictions doctrinales et les stratégies d'endoctrinement qui font croire en retour qu'il suffit de "déradicaliser" pour éradiquer toute violence et pratiquer une réconciliation consensuelle avec le monde qui a produit ces dérives elles-mêmes.

Ces mots qui nous précèdent

La radicalité, au contraire, fait appel au courage des ruptures constructives et à l'imagination la plus créatrice. La véritable urgence est bien pour nous le combat contre la confiscation des mots, des images et du temps.

La confusion entre la radicalité transformatrice et les extrémismes est le pire venin que l'usage des mots inocule jour après jour dans la conscience et dans les corps.

Les mots les plus menacés sont ceux que la langue du flux mondial de la communication verbale et iconique fait peu à peu disparaître après leur avoir fait subir torsion sur torsion afin de les plier à la loi du marché.

Peu à peu, c'est la capacité d'agir qui est anéantie par ces confiscations mêmes, qui veulent anéantir toute énergie transformatrice.

Les actions d'écrire, faire de la philosophie, penser une action politique, partager des gestes de résistance sont des actions en train de s'éroder par les images et les discours.

Ce sont les saccades inanalysables et la violence ininterrompue de ce qu'on appelle l'actualité.

Et c'est le cadre dans lequel nos vies sont tenues d'inscrire la singularité de leur trajectoire quotidienne et n'y parviennent plus ou craignent de ne plus y parvenir.

Refusant de consentir aux itinéraires planifiés par l'ordre dominant, ne faut-il pas alors préférer emprunter les lignes d'erre qui ouvrent la cartographie imprévisible d'un vagabondage du sens et de la nébuleuse du possible.

Au détriment de l'image ne faudrait-il pas restaurer la fidélité à la parole et à la fiabilité de son usage dans un monde dominé par le régime du spectacle.

Aborder aussi par une voie sensible et communicable la puissance des affects qui, en mettant en mouvement les corps qui veulent encore combattre, prennent des risques avec le courage qu'exige la conscience du danger.

Laisser flotter le visible dans son indétermination, consentir à entendre le murmure plaintif ou joyeux des choses, percevoir des vibrations imprévisibles, innombrables et contradictoires de tout ce qui nous entoure et nous soutient, tel est le programme sensitif qui peut conduire et soutenir nos actions politiques.

Ecrire pour conjurer les "passions tristes" en retrouvant peu à peu, et par bribes, le sens des mots confisqués, ceux qui autrefois ouvraient les voies de ce supposé impossible qui nous est toujours à charge.

Ce chemin qui s'ouvre voudrait rétablir la puissance d'une radicalité qui n'a rien à voir avec les gestes désespérés et cruels du nihilisme, ni avec ceux des fanatismes de tout poil qui opposent d'est en ouest les possédants ou les possédés des trois monothéismes ou des passions nationalistes affamées de légitimités fantasques ou d'identités meurtrières.

La défense de la parole et la vigilance maintenue dans ses usages sont la condition du débat qui permet et soutient la vie politique. La force de cette radicalité retrouvée fait que nous sommes tenus d'être les hôtes de l'étrange et de l'étranger pour faire advenir ce qu'on nous demande justement de ne plus attendre et même de repousser.

Cette radicalité n'est pas un programme, c'est la figure de notre accueil face à tout ce qui arrive et ainsi continue de nous arriver.

Ces mots qui nous précèdent

## **Résistance**

*Un mot facile à dire*

Méfions-nous des mots devenus slogans, et des mythes réduits au non-sens.

Tant de gens se parent aujourd'hui de ce mot "résistance", auréolé des glorifications simplificatrices que l'imagerie officielle impose à ce qui reste comme notre dernière épopée, le dernier récit partageable dans une société atomisée.

Alors qu'il serait indécent de s'approprier, si l'on suit une démarche intellectuelle rigoureuse et honnête, ne fût-ce qu'une once de la mémoire de pareils récits où des gens ont affronté la torture et la mort.

Pour autant, si ce mot a un sens, c'est celui de ne pas se laisser aller à la facilité, de ne pas suivre le courant mais de persister, quelle que soit la force du nombre.

On résiste au courant, on résiste à la tentation.

Il s'agit d'un travail sur soi-même qui consiste, en permanence, à choisir la voie la plus étroite dans un monde qui nous habitue à la gratification immédiate.

Ces mots qui nous précèdent

## Responsabilité

### *Pauvre Jonas*

Pauvre Hans Jonas, près de quarante ans après avoir écrit le principe de responsabilité, comment aurait-il pu imaginer que le terme responsable se verrait si galvaudé.

Depuis quelques années, on parle ainsi, sans trop de précautions, d'achats, de consommation, de tourisme, de communication, d'art, de citoyenneté *responsable*.

On met aussi en avant des placements financiers responsables et des investissements durables dans une perspective à long terme, consistant à intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Cet adjectif, qui avait été érigé en principe d'éthique, est devenu un véhicule publicitaire parmi d'autres, un mot usé jusqu'à la corde.

Rappelons pour mémoire que le "principe responsabilité" avait été élaboré dans un souci de préserver l'avenir de l'humanité, celui-ci entendu à la fois comme sa survie, assurée à travers celle de l'espèce, mais aussi en tant que sauvegarde de *l'essence de l'homme* dans son intégralité.

Car cet avenir semblait de plus en plus compromis par le péril mortel que constituait une apocalypse nucléaire. Ainsi que le fait de la détérioration par l'être humain d'un environnement naturel en dehors duquel il ne serait pas en mesure de survivre.

Ainsi sa thèse remettait donc en question toute une métaphysique du progrès qui était, au moins depuis les Lumières, au cœur de la pensée occidentale.

A cet utopisme essentiellement tourné vers l'avenir jusqu'à se montrer prêt en certains cas à lui sacrifier le présent, il était

Ces mots qui nous précèdent

préférable de vouloir un réalisme moral orienté non pas vers le passé mais vers un autre présent.

Cette éthique de la responsabilité était à sa manière une éthique d'avenir mais au sens où elle s'appuierait sur une heuristique de la peur, sur la crainte d'un mal potentiel.

Par contre le concept actuel de responsabilité se révèle ainsi une piètre et hypocrite contrefaçon de cette éthique voulue par un philosophe d'origine allemande.

Au mieux, responsable ne désigne plus qu'un vague engagement à ne pas faire preuve de trop d'indifférence.

A titre d'exemple, cette nouvelle responsabilité consiste à payer un peu plus cher, parce que l'on peut se le permettre, un produit labellisé, ou bien des produits biologiques, écologiques, équitables locaux satisfaisant notre conscience.

Et cette responsabilité cherche avant tout à dédouaner les bons citoyens, les consommateurs sensibilisés, les entrepreneurs honnêtes.

La division du travail, qui est un des traits dominants de la production comme de la société moderne, fait en sorte que plus personne, aujourd'hui, ne peut embrasser d'un coup d'œil la totalité du contexte de production auquel il est intégré, pas plus qu'il ne peut appréhender les conséquences réelles de son mode de vie.

L'ouvrier n'est ainsi plus en mesure de se faire une idée du produit fini qu'il a contribué à fabriquer.

Il en est de même pour le bureaucrate quant à la mesure du véritable impact des décisions administratives qu'il continue à appliquer jour après jour.

Cette incapacité à saisir les finalités réelles d'actions dont nous ne sommes que des exécutants nourrit une irresponsabilité

fondamentale qui est bien réelle mais dont il est difficile de se rendre compte.

Il s'agit d'une responsabilité collective qui nous incombe mais qui est plus malaisée à assumer que ne le laisse entendre l'usage actuel du terme "responsable".

Ces mots qui nous précèdent

## **Société Civile**

*Une totalité englobante pour le bien commun, la Société Civile*

Car il est une chose de considérer les formes de socialité humaine à partir d'une théorisation sociologique, d'en décrire et conceptualiser les valeurs essentielles de façon relativiste, il en est tout à fait une autre de vivre ses valeurs.

Façons de percevoir, de juger, de comprendre, mais aussi de normer, d'engager, d'orienter l'action humaine.

En tant que domaine de sens, ces formes participent à la condition même de leur existence, ordonnant, hiérarchisant, mettant en forme ce qui est, et, bien entendu, ce qui doit être.

Cette hiérarchie de valeurs, qui organise, informe et englobe la société, est à la fois « sens, domaine de sens et condition du sens », fondant la supériorité du sens global sur les choix éthiques de l'individu subjectif.

Ainsi l'individu empirique ne peut être conçu qu'au sein d'une totalité englobante, définie selon un contexte social et historique déterminé, et il ne se comprend que, relationnellement, à partir de valeurs qui déterminent un domaine de sens particulier.

C'est à partir du moment où l'on n'estime plus comme allant de soi ses propres valeurs que la relation à l'autre s'instaure et qu'il y a décentrement.

Dans ce contexte, la démocratie n'est pas seulement un ensemble de procédures : elle suppose une culture, dynamique, qui lui donne sens et l'inscrit dans un horizon commun de compréhension.

Et comme le dit si justement Marcel Gauchet, " il y a *des* démocraties, et non pas une, *des* systèmes de droit, *des*

Ces mots qui nous précèdent

capitalismes et même *des* visions de la science et de la technique".

En ces domaines, il ne peut qu'y avoir plusieurs manières de viser la même chose, des manières ancrées dans la contingence d'histoires singulières.

Ainsi, il n'existe que des versions culturelles de l'universalité par rapport à une civilisation.

Celle-ci ne se donne nulle part dans sa pureté. Elle ne s'actualise que dans le cadre de communautés de culture où elle acquiert chaque fois une physionomie et des expressions spécifiques, en fonction de la continuité de l'histoire où elle s'insère.

Notre objectif sera plutôt d'aller dans le sens d'une recherche et d'une instauration d'un substrat de « droits de l'homme objectifs » sous la condition que celui-ci s'avère être un invariant culturel.

Ainsi en dépit de la diversité culturelle de notre monde, il sera possible selon nous de faire advenir un *consensus* important *entre tous les pays, un invariant culturel, un ensemble de « droits-valeurs » transcendantal.*

Et ceci par l'entremise d'une « société civile », organe de contrôle, de vigilance, qui s'avérera efficace à la reconstruction de nouveaux rapports sociaux entre tous les acteurs de la planète.

Ainsi le seul projet validant est de reconstruire de nouveaux rapports sociaux et politiques et de nouvelles institutions qui seront placées au-delà de la réalité économique et sociale, à un niveau au moins égal à celui où s'est formé le système économique mondialisé.

## **Système (organisations)**

*Systèmes ouverts / fermés.*

Une manière originale et pertinente d'aborder la notion de système est de le faire sur le plan des organisations sociales et politiques, appelées souvent structures agissantes.

En effet nos institutions, nos organisations, nos Etats fonctionnent et peuvent être observés selon un certain point de vue qui peut s'avérer être enrichissant pour notre compréhension et notre lecture du monde.

Il fallut attendre la théorie de l'information et la cybernétique, pour comprendre que ce que les systèmes vivants ajoutaient à la matière inerte n'était ni masse ni énergie, comme l'a dit Wiener, mais essentiellement de l'information.

L'on peut choisir une analogie dans le monde de la matière inanimée pour décrire cette ouverture dans le domaine informationnel.

Un bain-marie avec son thermostat réglé pour que la température du bain demeure à 37° C par exemple est un système fermé.

Il a besoin d'énergie électrique pour que la résistance chauffante assure le réchauffement de l'eau. Mais si cette énergie demeure constante, et suivant les caractéristiques de structures spécifiques de l'appareil, dès que la température s'écartera d'une certaine valeur de la température moyenne, le circuit de chauffage s'ouvrira ou se fermera et rétablira cette dernière.

Il s'agit d'un système ouvert sur le plan thermodynamique puisque l'énergie électrique s'y dégrade en chaleur. Mais d'un système fermé sur le plan de l'information.

Ces mots qui nous précèdent

C'est ce qu'on appelle une régulation, un servo-mécanisme, un feed-back, un principe avec des effets qui peuvent être dévastateurs quand ils sont positifs.

Mais on peut étendre cette notion à la matière, cette fois animée.

La structure de la matière vivante lui confère deux caractéristiques fondamentales : celle d'être un système ouvert et celle de s'organiser par niveaux de complexité, ces deux caractéristiques étant d'ailleurs strictement dépendantes l'une de l'autre.

Quel que soit le niveau d'organisation auquel nous l'appréhendons, de la molécule à l'organisme entier, un ensemble organique est un système ouvert du point de vue de l'information, puisque chaque niveau d'organisation reçoit ses informations du niveau supérieur.

Dès lors, parler de structures, c'est donc parler de relations, qui ne sont ni masse, ni énergie, mais qui ont besoin de la masse et de l'énergie pour exister.

Cette approche nous conduit aussi à formuler la notion essentielle dans ses implications sociologiques, qu'un organisme est par contre un système fermé en ce qui concerne son "*information-structure*".

Il y a en effet tendance de l'organisme à maintenir constantes ses caractéristiques biologiques et physiologiques, en particulier celles de son milieu extérieur. C'est ce qu'on appelle l'instinct de conservation.

On est dans une homéostasie. On est dans l'ordre et non pas le chaos.

Mais par contre l'ouverture informationnelle déjà signalée et qui résulte de la structure par niveaux d'organisation des

organismes vivants constitue ce qu'on peut appeler une "*information circulante*".

Et la seule façon d'ouvrir *l'information-structure* d'un organisme, c'est donc d'ouvrir l'entité organique individuelle régulée.

Et la transformer ainsi en servomécanisme, c'est-à-dire de l'inclure dans un niveau d'organisation supérieur, à savoir le groupe social, mais dont la finalité devra être la même que la sienne.

De plus ce groupe social peut lui-même rester fermé ou s'ouvrir davantage par une inclusion à un niveau supérieur.

En résumé, l'organisme occupé à sa conservation est un système fermé mais il peut s'ouvrir à un niveau supérieur améliorant ses capacités de conservation.

Chaque sous-ensemble a la même finalité que l'ensemble : la protection de son intégrité dans le temps. Ainsi le groupe social devient aussitôt un système fermé, dont la finalité sera de maintenir sa structure.

Car un système social est d'abord une clôture protectrice et organisatrice.

Il a pour finalité le maintien d'une cohérence interne et vise ainsi la protection, fût-ce par l'asservissement, de ceux dont il organise l'existence.

Mais alors, quelle est, de façon concrète, la transposition que l'on peut appliquer à nos régions, nos institutions, nos Etats dans cette analyse systémique ?

Nous savons tous que, parmi la diversité des systèmes sociaux que les sociétés déploient, le plus originaire d'entre eux, à la fois archaïque et essentiel, n'est pas l'Etat, car il existe des sociétés sans Etats, mais le lien éthique lorsqu'il s'exprime par la densité du tissage religieux.

Ces mots qui nous précèdent

Mais cette fonction fabulatrice de la religion a été progressivement été reprise par les institutions des Etats qui représentent les nouveaux systèmes sociaux et qui dans leur grande majorité restent des systèmes fermés, comme on l'a vu.

Ainsi tout le malheur de l'homme viendrait-il de ce qu'il n'a pas encore trouvé le moyen d'inclure cette structure fermée dans le plus grand ensemble dont la finalité serait aussi la sienne et celle de tous les autres . . .

Il faudrait alors trouver, pour ce nouvel ensemble, une finalité identique à celle des sous-ensembles qui le constituent : c'est la notion de bien commun.

Tout cela semble beau en théorie.

Mais il faut tenir compte de l'avidité de l'homme : la domination, le pouvoir, le *kairos* (l'esprit de démesure), la vanité, toutes attitudes si bien notées par nos amis grecs.

Et c'est vrai que l'on peut émettre certaines réserves.

Il est clair qu'un pouvoir fort, qu'il soit de nature politique ou théocratique, met à mal la réaction des systèmes par rapport aux événements extérieurs puisque ces pouvoirs asservissent totalement les réactions des peuples.

Précisons par ailleurs que les systèmes sociaux comprennent toutes les institutions et la société civile. Il ne s'agit pas uniquement d'analyser la sociologie des individus.

Ces analyses systémiques sont pertinentes mais sont avant tout valables dans des démocraties fluides et, dans cette optique, elles peuvent nous éclairer sur la façon dont les Etats peuvent évoluer tout en restant dans un cadre cohérent.

Et qu'en est-il du déphasage entre le système techno-économique et le système institutionnel ?

En effet la perte de repères et de sens, que nous vivons tous à l'heure actuelle, n'est-elle pas ainsi générée drastiquement par cette rupture ?

C'est pourquoi il faudrait revenir encore sur un point fondamental : les réseaux, l'inflation des données, la perte de contrôle sur celles-ci, tant par leur dispersion que par leur masse.

Et c'est là qu'il faut peut-être faire une liaison avec la recherche actuelle dans la mise au jour de nouvelles formes des savoirs.

Il faut l'amplifier certes mais aussi mieux la coordonner et mieux la transposer dans le savoir humain de sorte que sa finalité soit celle augurée par une meilleure condition de l'homme.

Ces mots qui nous précèdent

## Taille

### *La question de taille*

Dans la réalité, la taille n'est pas un paramètre que l'on pourrait fixer à volonté : chaque être vivant n'est viable qu'à l'échelle qui est la sienne.

En deçà ou au-delà, il meurt, à moins qu'il ne parvienne à se métamorphoser.

Il en va de même pour les sociétés et les cultures. La plupart des crises contemporaines (politiques, économiques, écologiques, culturelles) tiennent au dédain affiché par la modernité pour les questions de taille.

Nous mesurons tout aujourd'hui : des volumes de transaction à la bourse au taux de cholestérol, de la densité de l'air en particules fines au moral des ménages.

D'où la menace que décrivait Ivan Illich dans les années 1970, et avant lui Léopold Kohr (1957) : la « *taille excessive* » des superstructures que produit le capitalisme laissé à lui-même.

Oligopoles économiques, casino financier, monstres urbanistiques, usine-à-gaz, réformes pseudo-sociétales, asservissement de l'école, fausses éthiques pour justifier le sans-limite . . .

Dans la société fabriquée par l'ultralibéralisme, les problèmes croissent plus vite que les moyens humains qui semblent nécessaires pour les traiter.

Mais plus nos sociétés se livrent à cette frénésie de mesures, moins elles se révèlent aptes à accepter la mesure, au sens de la juste mesure.

Ces mots qui nous précèdent

Comme si les mesures n'étaient pas là pour nous aider à garder la mesure, mais, au contraire, pour propager la folie des grandeurs.

Qu'opposer à cela ?

Un retour au réel. Redimensionner l'économie pour la remettre à taille humaine !

Sans une certaine commensurabilité entre l'expérience personnelle et l'échelle sociale, une existence humaine s'abîme dans le non-sens . . .

Olivier Rey souligne que, tout au long de l'Histoire, « le plus haut degré de civilisation s'accommode de tailles modestes ».

Il note aussi, a contrario, que la dé-civilisation commence avec le gigantisme et l'anonymat individualiste : la délinquance « est beaucoup plus élevée dans les grandes sociétés que dans les petites ».

Contre la dérive de l'individu dans la foule solitaire, quelle garantie ?

Le « sens de l'interdépendance, de l'appartenance, et d'un intérêt commun ».

Exactement ce qu'a détruit le nouvel esprit du capitalisme, ce libéralisme orné de prétextes libertaires qui est à l'œuvre depuis quarante ans.

Ce qu'on appelle alors « croissance », selon Olivier Rey, n'est qu'un euphémisme pour désigner le gonflement d'un ensemble occidental contre-nature, qui finira par exploser étant donné notre incapacité à rebrousser chemin tant qu'il est encore temps.

Prévision flippante s'indigneront de bons jeunes gens.

Lucidité bonne conseillère, répondront les esprits concrets.

La catastrophe du système ne doit pas devenir la nôtre : ni mentalement, ni physiquement.

C'est en s'attachant à comprendre pourquoi nous avons perdu cette mesure au cours des derniers siècles (industrialisation et mondialisation des échanges, densification des espaces d'habitation favorisant les grandes villes au détriment des villages, communications à grande échelle . . .) que nous pourrions retrouver les fondations nous permettant de mener une vie authentiquement humaine.

Ces mots qui nous précèdent

## Temps

*Faisons face au temps*

On entend souvent dire qu'il faut être de son temps ou bien *vivre avec son temps*.

Mais comment ne pas l'être, au fait ?

Comment pourrait-on vivre au dehors ou à côté. On ne peut pas y échapper car le temps, quel qu'il soit, est la dimension même dans laquelle se déploie toute existence humaine.

Une fois cette mise au point faite, on s'avise à quel point le mot "temps" est instrumentalisé idéologiquement, et vivre avec son temps devient une véritable injonction, une sommation impérieuse, un détestable slogan.

Le progressisme du temps apparaîtrait soudain bien impatient, et bien naïf, car il faut l'être pour considérer que tout ce qui survient doit être aveuglément accepté, sinon louangé . . .

C'est bien le contexte habituel dans lequel cette expression est usitée : est-on pour l'introduction d'outils informatiques et de tableaux intelligents dans les salles de classes ? Pour la recherche sur les cellules souches ? Pour les traités internationaux de libre-échange ?

*Vivre avec son temps* dans cette phraséologie contemporaine, c'est donc se complaire béatement dans l'irréflexion, l'aveuglement, la servilité.

Mais ceux qui agissent ainsi, en réalité, ne vivent pas avec leur temps, ils sont plutôt par lui entraînés, se laissent porter par le courant, sans la moindre tentative pour lui résister.

Vivre réellement avec son temps, ce n'est pas seulement cerner au plus près les tendances mais aussi les enjeux et les défis du présent afin d'essayer par tous les moyens de les

Ces mots qui nous précèdent

affronter en les orientant dans un sens qui soit bénéfique à la société dans laquelle on vit.

Rappelons-nous Hans Jonas et son principe de responsabilité, que l'on pourrait maintenant traduire par principe de précaution, face aux promesses souvent fausses de l'avenir (voir Responsabilité).

Si la seule image du progrès de nos jours concevable est celle d'un train lancé à grande vitesse qui écrase tout sur son passage et dont absolument personne ne sait où il va, alors il est de devoir de tout homme raisonnable de le ralentir puis essayer de l'aiguiller sur une autre voie.

L'attitude opposée relèverait d'une passivité suicidaire et d'une abdication morale face aux catastrophes à venir.

## **Travail**

### *Une question de sens*

Pour quoi, pour qui travaillons-nous ?

Selon toute évidence, la réponse est à chercher dans l'organisation même de nos sociétés contemporaines.

Nous travaillons désormais, quel que soit l'intérêt de ce travail, pour gagner ce qui nous permettra de consommer et de nous acheter un statut social. C'est du moins sur ce processus que repose l'ensemble de la mécanique économique.

La question n'est plus tant celle de la valeur ajoutée par l'exploitation de la force de travail que celle de l'imbrication de chacun dans un cycle de consommation-production qui, par le développement des robots et, à terme de l'intelligence artificielle, exigera de chacun qu'il s'adapte à la fluidité de l'offre et de la demande.

La société capitaliste est une société fondée sur le travail, mais qui provoque par son organisation même la destruction de ce travail, et donc l'impossibilité, pour une partie des citoyens, de s'insérer dans cette économie.

Ce qu'on appelle l'ubérisation de la société n'a finalement rien d'une libération du salariat et de l'avènement d'un monde de travailleurs indépendants libres de choisir leurs conditions de travail.

Il s'agit essentiellement d'une forme de servage déguisé, dans laquelle le travailleur est soumis, du fait de la concurrence permanente, sur un marché désormais étendu à toute la planète, à toutes les pressions.

Un projet visant à redéfinir le travail n'est pas vide de sens en ce sens que ce dernier ne doit pas uniquement servir à faire tourner la machine économique.

Ces mots qui nous précèdent

Ce n'est donc pas seulement la question de l'utilité mais aussi celle du sens qui est posée. Car, pour autant, il ne peut y avoir de travail véritablement enrichissant que pour celui qui perçoit l'utilité de son geste.

La dilution dans une chaîne de production, la compétition généralisée, qui nécessite une évaluation permanente, l'impératif de performance, qui implique une sécurisation des procédés, et donc leur normalisation, tous ces facteurs ne font que rendre plus concrète la destruction du travail comme activité de l'homme lui permettant de contribuer au bien commun.

Seule une sortie de la logique consumériste et du fantasme d'une augmentation permanente de la productivité peut rendre son sens au travail.

Cela nécessite de considérer que ce qui importe n'est pas de produire, mais qu'un homme produise, et qu'il le fasse pour le bien de ses concitoyens.

## **Tolérance**

### *Un grand retournement*

Les mots se retournent parfois comme des gants, et s'il y a une attitude surprenante et éminemment contradictoire, c'est bien l'intolérance insigne dont font preuve les défenseurs de la tolérance.

Ils semblent ainsi avoir fait leur le mot de Saint Just : "Pas de tolérance pour les ennemis de l'intolérance". Leur plaidoyer pour la tolérance et le respect inconditionnel d'autrui n'en ressort pas évidemment grandi.

Il existe dans de nombreux pays occidentaux une sorte d'interdit sur certains débats : il faut savoir oser parler d'identité, d'immigration, de l'islam sans être aussitôt taxés de racisme, de fascisme . . .

Et ceci afin d'éviter tout manichéisme de la pensée.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : "Réfléchir, disait Alain, nier ce que l'on croit".

Or la tolérance qui règne aujourd'hui n'est pas le fruit d'un engagement pris par des individus qui se disent "ouverts" et si tolérants à la suite d'une décision mûrement réfléchie.

Ce n'est pas non plus une victoire morale remportée après beaucoup d'efforts par des croyants sincères qui auraient accepté au bout du compte, afin de maintenir la paix, de tolérer des convictions contraires aux leurs de la part de leurs voisins.

Autrefois apparue comme un antidote au dogmatisme religieux, la tolérance est devenue elle-même un dogme, une croyance irréfléchie, relayée par les médias et les institutions scolaires et qui n'est plus guère une valeur subversive comme du temps de Voltaire, mais bien une vérité des plus officielles.

Ces mots qui nous précèdent

Bref elle relève plus du réflexe conditionné que d'une prise de position éthique.

Cet esprit de tolérance qui règne actuellement n'a en outre pas grand mérite. Il s'épanouit dans une culture relativiste et amoralisée qui a congédié depuis longtemps toute forme d'idéal et de convictions profondes au profit d'un pragmatisme adaptatif plus souple (ou flexible) et surtout plus profitable sur le plan social.

De ce fait il ne coûte pas grand-chose à des sceptiques, qui pratiquent un tel relativisme moral, de tolérer tout et n'importe quoi. Leur tolérance n'a donc pas vraiment d'objet.

Cette tolérance libérale et relativiste s'exerce alors à l'égard du même fantasmé (reflet d'un universalisme sans contenu) et non de l'autre (ce qui est plus aisé) et d'un point de vue moral moins méritoire.

Ce qui explique la fragilité de cette tolérance car elle demeure un vain mot et n'a plus rien d'une vertu dès lors que le champ de ce qui est toléré se rétrécit à ce point.

## **Totalitarisme**

*Le retour du sujet face aux totalitarismes (politiques, religieux, économiques)*

Nous sommes aujourd'hui pris entre deux formes de totalitarismes, comme entre deux feux brûlants.

D'une part les totalitarismes à caractère religieux ou politique ou les deux en même temps. Auquel il faut ajouter un totalitarisme à caractère plus soft, qui est celui d'un système économique dérégulé.

Les totalitarismes religieux/politiques amènent des êtres humains à adhérer à une idéologie englobante qui vise à régir l'ensemble de l'existence humaine en la soumettant à un dogme unique et ce à l'aide d'un régime politique qui structure en organisation cette forme de pensée.

Ces totalitarismes reposent avant tout sur le rejet des pratiques individuelles ou traditionnelles de religions qui ont longtemps accompagné des peuples et la question est de savoir pourquoi une part non négligeable de la jeunesse de ces pays est ainsi fascinée par cette vision du monde.

Et il semblerait que notre modèle de société soit incapable de fournir les anticorps contre l'attraction que peut exercer le simplisme volontaire d'une idéologie dans laquelle le sujet est privé de toute autonomie et de toute liberté.

A contrario, parce qu'existe cette menace immédiate, il nous est demandé d'adhérer sans réserve au modèle de société forgé par un système économique dont l'objet principal est de profiter à des multinationales se nourrissant de l'abdication progressive des gouvernements.

La remise en cause de tout élément qui participe à l'élaboration d'une société authentiquement démocratique

Ces mots qui nous précèdent

n'est pas le fait du hasard ou de la fatalité mais d'un processus politique engagé dans les années 1970 - 1980 et poursuivi tout au long des décennies suivantes.

Les avancées technologiques sont celles qui, à travers le numérique, permettent de transformer en manne financière les données personnelles de millions d'utilisateurs connectés et d'accélérer la financiarisation de l'économie.

On peut parler de "soft totalitarisme" pour caractériser cette façon de faire accepter à l'ensemble des sociétés dominées économiquement, non seulement les règles (en l'occurrence les dérégulations) mais aussi les outils culturels et idéologiques qui permettent d'étendre cette domination.

Dans les deux cas, ces deux formes de totalitarismes s'appuient sur la faiblesse des Etats-nations et sur la destruction progressive de tout processus d'intégration culturelle et sociale qui formerait communauté.

C'est ainsi que l'on ne peut pas parler de démocratie là où l'on ne respecte pas le caractère universel des droits des gens. Ce qui est le cas de ces systèmes.

Car des lois peuvent être adoptées d'une manière conforme aux principes institutionnels de la démocratie, mais leur être contraires si elles ne sont pas conformes au respect, à la protection et au renforcement des droits humains fondamentaux que sont la liberté, l'égalité et la dignité.

En d'autres termes, au-dessus de toutes les institutions politiques qui devraient fonctionner de manière conforme à une constitution démocratique, des droits humains fondamentaux, universels, doivent être considérés comme préalables aux normes et lois qui régissent ces mêmes institutions.

## **Transhumanisme**

*Un mot nouveau*

Le mot commence à peine à s'imposer auprès des citoyens, et ce sont des abîmes déjà grands ouverts qu'ils découvrent.

C'est au détour d'une information journalistique ou d'une émission à la télévision qu'ils apprennent à percevoir les contours d'une idéologie dont la principale caractéristique est qu'elle s'installe et conquiert le monde en dehors de tout contrôle démocratique.

Ce qui devrait surtout inquiéter les citoyens est l'absence totale de réflexion politique sur un domaine qu'ils abandonnent à des intérêts privés.

Au départ, ce que l'on appelle transhumanisme est un courant futuriste qui veut s'appuyer sur les avancées scientifiques pour pallier ce que ses adeptes considèrent comme les défauts et les limites du corps humain, jusqu'à la limite ultime, la mort.

Le transhumanisme s'appuie sur la convergence de plusieurs technologies ou domaines scientifiques : les nanotechnologies, qui peuvent potentiellement permettre d'introduire des puces et toute forme de prothèse technologique dans le corps humain, les biotechnologies et les potentialités offertes par les manipulations de l'ADN humain, les sciences de l'information et de la communication, enfin les sciences cognitives . . . une approche interdisciplinaire résumée par l'acronyme NBIC.

Les promoteurs de ce courant se vivent comme des prolongateurs de l'humanisme, et même des bienfaits de l'humanité, puisqu'ils œuvrent pour nous libérer de tout ce qui nous entrave, notamment la maladie et la mort.

Toutefois, il n'est sans doute pas anodin que Google soit un des principaux financeurs du courant transhumaniste.

Ces mots qui nous précèdent

Le capitalisme californien, associant la force de frappe d'Internet avec celle de la finance pour promouvoir un modèle où les acteurs économiques s'affranchissent des Etats et de leurs régulations, s'achète une conscience en promettant à l'humanité des lendemains qui chantent.

Ainsi les projets transhumanistes ont un arrière-plan : celui d'un capitalisme en crise, qui a besoin d'un nouveau souffle, d'un horizon utopique, pour maintenir sa domination.

Et l'absence des limites à la science, à la recherche, au champ des expérimentations humaines, répond à l'absence des limites aux appétits de ces multinationales.

Tout ce qui est humain semble à ses promoteurs insupportablement imparfait et restreint : le corps, le cerveau mais aussi la communauté politique, le peuple.

Une fois de plus l'argument sera de dire que nul ne peut mettre un frein au progrès, que de tout temps tout ce qu'il était possible de faire a été systématiquement fait.

Argument fallacieux. Le refus répété de Google de respecter le droit à l'oubli sur Internet, sa politique d'instrumentalisation des données intimes des internautes sont autant d'atteintes au droit.

Or l'enjeu est de taille.

Car le monde que nous prépare le transhumanisme n'a rien d'idyllique.

La confiscation par des firmes privées des futures données de l'évolution humaine est une nouvelle forme de totalitarisme contre lequel il serait temps de se prémunir.

## **Transmission**

### *L'héritage inversé*

Quiconque se sait hériter sait aussi que son devoir est de transmettre.

Car nous ne sommes que des passeurs, dépositaires provisoires d'un monde que nous tentons de rendre un peu plus vivable.

Nul ne sait, quand il transmet, ce qu'il restera de son message.

C'est la liberté de l'autre que de récuser cette transmission, ou de n'en garder qu'une part dont on ignorait même qu'elle était passée.

Mais si nous apprenons à aimer la beauté de ce monde, les moments qu'il nous offre et la grandeur, parfois, qui se niche au plus profond du cœur humain, c'est bien cela que nous devons tenter de préserver pour en faire don à ceux qui viendront après nous.

La haine contemporaine pour tout ce qui peut être une forme de conservation relève de l'égoïsme le plus ignoble, et de l'incapacité la plus absurde à aimer le monde.

Ces mots qui nous précèdent

## Transparence

### *Une nébuleuse*

Le mot transparence appartient à cette nébuleuse de termes d'un usage relativement récent : "authenticité", "intégrité", "responsable", ...

Il recycle un concept plus ancien qui n'a pourtant laissé en lui qu'un faible dépôt qui se laisse aisément oublier : ainsi la moderne transparence trouverait son origine dans la traduction de la *glasnost* prônée par Michael Gorbatchev et qui visait à rendre public le fonctionnement de l'Etat.

De cette origine elle a gardé un prestige libérateur même si son élargissement conceptuel a engendré une indétermination de sens.

A rebours de son origine dans l'histoire, on peut alors craindre qu'elle ne serve de sésame à l'entrée dans une nouvelle ère totalitaire, mais d'un totalitarisme soft.

Cette valeur nouvelle de la "transparence" se situe en effet à la confluence de quatre tendances apparues à la fin du siècle précédent et qui ont en commun de remodeler notre monde tout en se présentant comme bénéfiques autant qu'inéluctables.

Une exigence accrue de démocratie tout d'abord, mais essentiellement procédurale où le respect pointilleux de la règle du droit et une saine gestion des deniers publics valent mieux que le "pouvoir du peuple".

Ensuite le règne sans limite d'un libéralisme économique désormais sans ennemis véritables comme sans alternatives crédibles et considéré comme une fatalité ou un fait de nature indépassable.

Ces mots qui nous précèdent

Sans oublier l'apparition d'Internet et de ses nouveaux médias électroniques favorisant, quant à eux, grâce à la prétendue impartialité de ses algorithmes une individualisation de la fabrique ainsi qu'une meilleure circulation de l'information.

Enfin une nouvelle conception de l'individu, non plus comme être autonome, mais en tant qu'effet de surface à la croisée de l'environnement et des flux d'informations où se construit sa nouvelle identité en grande partie numérique.

Ces quatre tendances, qui semblent couplées à la modernité, concourent à redessiner un nouvel univers, cohérent et aux parois apparemment translucides.

Cette transparence, comme injonction d'une nouvelle morale qui s'impose tant aux individus qu'aux institutions, y gagne ainsi en crédibilité et participe à une nouvelle vision du monde.

Pourtant derrière cette transparence apparente, se cachent bien des non-dits qui échappent justement à cette exigence de transparence généralisée et qui demandent à être élucidés sur un autre mode que celui de la révélation.

Ainsi, par exemple, ces pratiques publiques, issues d'un Etat gestionnaire libéral ne disent rien de la politique que mènera ce gouvernement ni des principes qui l'inspireront. Elles tendent davantage à naturaliser ce type d'Etat (c'est-à-dire à le dépolitiser) qu'à le rendre effectivement transparent.

En matière de "transparence", les pratiques de l'Etat et celles des lanceurs d'alertes ou militants du Web semblent donc contradictoires. En apparence seulement, car les uns et les autres s'enracinent dans la même idée naïve que la vérité ne demande qu'à être dévoilée.

Ce monde translucide autant que simpliste n'est toutefois qu'un monde sans relief, sans histoire et sans aucune

profondeur sur lequel on ne porte que des jugements unilatéraux. Pensons au travail de l'ombre et aux discrétions de la diplomatie et des services de renseignement.

Mais, sur un plan plus individuel, cette valorisation de ce qui se montre au détriment du mystérieux, de l'invisible, du caché, ainsi que ce refus de la distinction traditionnelle entre vie privée et publique amène aussi à bousculer, sinon à annihiler l'idée d'une *intérieurité* d'un individu dont l'*identité* sans profondeur ni consistance se réduirait alors "à une suite d'actions".

Le succès fulgurant de Facebook, ainsi que des émissions de télé-réalité, tient à cette emprise de l'exhibitionnisme sur l'intimité de soi et de la concurrence généralisée sur cette représentation de soi.

Ainsi le sujet lui aussi se veut non seulement désirable mais extériorisable à partir de ses activités, de ses photographies, de ses remarques journalières.

Au milieu de tous ces artefacts, voilà l'Homme enfin devenu personne, c'est-à-dire "persona", terme qui désigne en latin le masque que portaient les acteurs antiques en fonction des personnages qu'ils étaient supposés incarner.

Gourou de cette nouvelle tendance, Facebook, processus d'extériorisation de soi.

Mais cette transparence radicale amène le sujet prétendument authentique à se plier aux diktats de l'opinion publique et de la mode, à se soumettre à un contrôle et à une autocensure dans laquelle il se complait.

On en arrive à un univers de surveillance généralisé (et sans nul doute de délation aussi) où chacun est sommé de se montrer dans sa prétendue vérité.

Ces mots qui nous précèdent

Et il est à craindre que de tels êtres, qui ne savent plus penser qu'à haute voix et ne parviennent plus à avoir le moindre respect l'un pour l'autre ne se montrent, en outre, tout aussi inaptes à réfléchir et ne s'adonnent qu'à un perpétuel babillage.

## Utilitarisme

### *Notre dieu caché*

C'est le dieu caché de nos sociétés occidentales.

La notion n'apparaît que rarement et pourtant c'est l'utilitarisme qui nous gouverne.

C'est un dieu jaloux qui étend progressivement son empire, ne supportant pas d'autres rapports au monde que celui fondé sur l'utilité. On parle ici d'une vision des rapports humains fondée sur le calcul rationnel de l'utilité.

Selon Alain Caillé, sociologue et fondateur de *La Revue du Mauss*, l'utilitarisme serait "l'articulation problématique de deux propositions : une proposition positive qui affirme que l'action des individus est (ou devrait être) régie par une mécanique du calcul intéressé et une proposition normative qui énonce qu'est juste ce qui contribue objectivement à l'accroissement du plus grand bonheur du plus grand nombre".

Pour résumer rapidement les objections que l'on pourrait apporter à cette vision, on peut dire que le problème principal que pose l'idéal utilitariste est arcbouté au fantasme du savoir absolu et d'une maîtrise rationnelle de l'ensemble des déterminants de l'action. Ce qui lui permettrait d'arbitrer entre les bonnes et les mauvaises préférences.

Finalement, on retombe toujours sur une anthropologie simpliste qui réduit le sujet humain à une somme plus ou moins déterminée d'intérêts de possession, instrumentaux et fonctionnels.

L'utilitarisme est en fait l'anthropologie qui sous-tend l'ensemble de notre organisation économique et sociale, et qui en explique l'orientation et la logique.

Ces mots qui nous précèdent

Il présume qu'il n'existe aucun autre moteur en l'homme que son intérêt propre, quitte à admettre qu'il n'est pas forcément matériel, qu'il peut aspirer à l'honneur et à la gloire, du moment que ceux-ci entrent dans un calcul rationnel (ce que Pierre Bourdieu appelle un capital symbolique).

C'est ainsi que s'impose un calcul cout-profit dans chaque domaine de l'existence.

C'est ainsi que l'école, avec le concours des parents persuadés qu'il vaut mieux préparer leurs enfants à la vie professionnelle, abandonne les savoirs considérés comme parfaitement inutiles au profit de l'évaluation de compétences plus ou moins vagues.

L'idée de savoirs émancipateurs, et valant donc par eux-mêmes, en ce qu'ils ouvrent l'esprit à la beauté, à la grandeur ou simplement à la complexité de l'âme humaine, ne saurait venir à l'idée de tous les modernes occupés à expliquer l'utilité de ces savoirs pour "motiver les élèves".

## **Vérité (ou post-vérité)**

*Un mot qui ne nous laisse pas tranquille*

Encore un de ces néologismes qui ont une longue carrière devant eux.

En référence au Brexit, il fait référence à des " circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles".

Ainsi dans ce cadre, il définit autrement un discours politique qui vise l'efficacité à tout prix, y compris en mentant effrontément si c'est ce mensonge avéré qui apparaît le plus efficace.

Mais si on se donne la peine de réfléchir, ce n'est pas d'hier que les hommes politiques mentent. On se rappellera les prétendues preuves, exposées par Colin Powel en 2003, de fabrication et de possession par les Irakiens d'armes de destruction massive dans le but, pour les Américains, de justifier une nouvelle intervention militaire en Irak.

Mais les dirigeants des différents pays n'ont pas ni le Brexit, ni les mensonges américains pour mentir à leur population.

Et plus grave encore suite à leurs propos mensongers, c'est de constater l'indifférence extrême avec lesquels ils sont accueillis par des opinions publiques apparemment blasées et totalement anesthésiées.

Serions-nous entrés dans une ère post-factuelle et à tout le moins perverse consistant en cette tendance à mentir sciemment en ne tenant aucun compte des faits dans l'élaboration d'argumentaires politiques, voire en les inventant.

Ce qui est fort inquiétant dans des régimes qui prétendent toujours être des démocraties.

Ces mots qui nous précèdent

Cela dit, ce n'est pas d'hier non plus que la politique-spectacle joue un rôle prépondérant dans nos démocraties et que le charisme personnel (ou le caractère télégénique) l'emporte assez largement sur les argumentaires concurrentiels, résumés le plus souvent à quelques slogans.

Et ainsi certains de nos hommes politiques sont allègrement passés de la parole de conviction à l'attitude de séduction.

Mais allons plus loin . . .

La *parrésia*, chez les Grecs, est un discours, une courageuse activité verbale qui consiste, à l'intérieur d'une configuration donnée de rapports de pouvoir, à dire la "vérité" qui joue le rôle d'une force critique.

La vérité ou la force de la vérité.

La vie de Socrate est présentée comme la pierre de touche de son discours et non pas nécessairement comme le lieu d'émergence de la vérité.

Chez les cyniques en revanche un glissement décisif s'opère du logos (la parole) au bios (la vie), et la *parrésia* quitte le champ verbal pour s'incarner, pour s'incorporer, pour devenir elle-même conduite et manière de vie.

Modalité du *dire-vrai* chez Socrate, la *parrésia* se transforme ainsi chez les cyniques en une forme spécifique du *vivre-vrai*.

En résumé, il faut penser ce que l'on dit mais aussi et surtout vivre comme on dit qu'on pense.

Il n'est pas besoin d'être un devin pour craindre que le relativisme généralisé, qui parcourt notre époque, ne déteigne sur le discours politique en termes d'idéologie dominante.

D'autant plus qu'il est en train d'englober presque tous les discours du moment, notamment ceux tenus dans les réseaux sociaux.

On reconnaît ici sans trop de peine les nouvelles facettes de la morale contemporaine.

Et tout d'abord une abdication de tout jugement face aux prétentions d'une subjectivité pratiquement divinisée (tout jugement apparaissant comme une intolérable agression), ensuite la mise en avant d'une authenticité de cœur qui fait fi de la plus élémentaire réalité.

Est-ce le signe d'une époque qui n'est plus en mesure de percevoir sa propre cohérence ?

Ne serait-ce pas ça, dans le fond la post-vérité, l'incapacité à saisir une vérité qu'on a pourtant sous les yeux ?

Ces mots qui nous précèdent

## Epilogue

Au terme de ce bref parcours parmi quelques mots qui contribuent à façonner notre pensée et que nous avons essayé de geler pour mieux les interpréter, réajuster les glissements de sens, les recadrer ensuite dans leur sens premier, une chose nous est apparue très clairement : ce qui frappe dans ce nouveau langage, c'est sa pauvreté.

Cette pauvreté du langage ne lui est pas propre, elle a toujours été tenue pour une qualité foncière des idiomes marqués par l'idéologie.

George Orwell fait également dans 1984 de sa novlangue une langue volontairement appauvrie et cet appauvrissement du vocabulaire était considérée comme une fin en soi, par une volonté de la dictature totalitaire dont il décrit le fonctionnement de "diminuer le domaine de la pensée", la réduction au minimum des choix des mots aidant indirectement à atteindre ce but.

La pauvreté de cette novlangue n'est pas due uniquement à son lexique étique, mais aussi à un effet agglutinant qui la rend d'autant plus répétitive.

Non seulement ces mots du jargon ne sont pas nombreux, mais ils viennent rarement seuls.

Ils apparaissent dans un texte par "grappes", comme s'ils s'appelaient naturellement les uns l'autre, ce qui semble confirmer qu'ils constituent bien les briques d'un même discours idéologique.

Une des raisons qui font que ces mots-vedettes apparaissent souvent conjointement est peut-être plus surprenante : dans le

Ces mots qui nous précèdent

jargon contemporain, ils tendent à devenir pratiquement interchangeables.

Les couples d'antonymes *ouvert/fermé* et *flexible/rigide*, par exemple, deviennent dans l'usage des quasi-synonymes. Apparemment, utiliser les mots "ouverture" ou "flexibilité » revient donc à peu près au même.

L'indétermination est d'ailleurs constitutive de ce vocabulaire et elle favorise l'interchangeabilité de mots qui semblent à priori différents : ainsi si ouvert et flexible apparaissent comme presque équivalents, ils sont sémantiquement très proches d'autres mots à la mode tels que *accommodant*, *libre*, *tolérant*, voire *créatif*.

Si les termes eux-mêmes peuvent donc donner l'impression d'une certaine variété et permettre, par exemple, des énumérations, par contre leur charge signifiante est loin de progresser à la même cadence.

De plus ces mots interchangeables ont tendance à flouer leur signification par le caractère métaphorique qu'ils acquièrent et qui permet d'étendre pratiquement à l'infini leur champ d'application : des mots comme ouvert, flexible, transparent, créatif, responsable etc . . . pouvant s'appliquer dans plusieurs domaines très différents et, au final, à peu près n'importe quoi.

Cette extension n'est sans doute pas étrangère au succès que rencontrent tous ces mots-vedettes car elle engendre en leur faveur une grande facilité d'emploi : il est plus facile d'adopter ce "prêt-à-parler" et de se mettre à jargonner plutôt que de chercher l'expression la plus juste de la pensée.

Mais finalement de telles lapalissades n'ont guère d'importance pour ceux qui les énoncent ni même pour ceux qui les écoutent car, en réalité, ces mots vaguement redondants ne

valent essentiellement qu'en tant que porteurs polarisés d'une charge sémantique, positive ou négative.

Peu importe que l'on définisse quelque chose ou soi-même comme ouvert ou plutôt comme flexible, le choix du mot sera commandé par le contexte.

Ces mots constituent en effet un système oppositionnel manichéen, commandant chez les locuteurs comme chez la plupart de leurs auditeurs des réactions quasi pavloviennes : la "laïcité ouverte", c'est bien ; l'"esprit de fermeture", c'est mal.

Le manichéisme qui en résulte autorise ensuite toutes les confusions.

Si l'on use en effet des mêmes termes ("fermés", "rigides") pour qualifier les inquisiteurs portugais qui condamnaient les hérétiques à être brûlés, les électeurs de Trump ou des partis populistes européens, un professeur un peu trop sévère, on vient de générer tout un système binaire d'interprétation du monde, à partir duquel celui-ci prendra sens mais de façon simpliste.

Un dernier effet produit par ces mots qui agissent moins en tant que concepts qu'en tant que signaux, c'est que leur signification demeure si indéterminée (en dehors de l'indice positif ou négatif qui leur est accolé) qu'ils peuvent très bien changer de sens voire le retourner pour dire le contraire.

Ainsi l'authenticité désignera, sous des dehors frustes et naïfs, une forme renouvelée de conformisme, voire d'hypocrisie.

Au bout du compte, à travers l'analyse de ces "mots-couvertures," qui valent davantage par le signal positif ou négatif qu'ils envoient que par la signification précise qui serait la leur, on aboutit à une conclusion troublante : à force de ne vouloir rien dire de clair ni de précis, ces mots finissent par se révéler inutiles.

Ces mots qui nous précèdent

Et cette novlangue transcende pour une bonne part les différentes langues nationales. La plupart de ses mots comme de ses expressions passent allègrement d'un idiome à l'autre, ils ne connaissent pas de frontières. Nombre d'entre eux sont par ailleurs des anglicismes, des calques de l'anglo-américain.

Cette dimension internationale de notre novlangue moderne est peut-être sa dimension la plus déprimante à la fois pour les amoureux des langues et pour ceux qui prennent les mots au sérieux.

Les idiomes internationaux, ces nouveaux jargons, acquièrent en effet une emprise accrue sur les pensées individuelles à voir ainsi leur utilisation démultipliée.

L'usage rend les mots évidents. Même s'ils sont comme des verres qui obscurcissent tout ce qu'ils n'aident pas à mieux voir.

Malgré cela, on s'en remet ensuite à eux en toute quiétude pour dépendre une réalité qui sans eux nous échappe.

C'est là le danger qu'ils se mettent de ce fait à "penser à notre place" et que l'écho de la parole d'autrui reproduise nos propres mots, comme si nous nous les enlevions mutuellement de la bouche, de sorte que ces mots paraissent, partagés qu'ils sont par tous, dire la vérité.

Mais cette omnipotence du jargon peut se retourner contre lui.

Le sérieux moralisateur et pontifiant qui fait sa force est aussi ce qui le rend fragile, l'amène à être sensible aux griffures de l'ironie.

Comme l'écrit encore Vladimir Jankélévitch : "Le sérieux est essentiellement fragile".

S'opposer à cette emprise de la novlangue commence par le refus individuel d'entrer dans cette logomachie qui déstructure les significations.

Dans la vie professionnelle comme dans la vie de tous les jours, il s'agit de ne plus accepter sans réagir les discours qui dissolvent les réalités et les contradictions dans un verbiage tournoyant, le jargon faussement savant qui masque l'inconsistance du propos.

Et pour éviter la vanité de ces mots-vedettes, peut-être suffit-il de lever symboliquement la main et d'interroger son interlocuteur et tous ceux qui prennent arrogamment la parole et leur demander : Que voulez-vous dire exactement par ouvert ou flexible ?

Et ainsi révéler par une question toute simple ces faux-semblants du jargon et l'inanité de la pensée qui trop souvent la masque.